

**Réunion de haut niveau sur les mesures intégrées
en faveur du développement du commerce
des pays les moins avancés**

RENSEIGNEMENTS SUR LES ACTIVITES DE COOPERATION
TECHNIQUE LIEES AU COMMERCE MENEES DANS
LES PAYS LES MOINS AVANCES PAR CERTAINES
ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Le présent document reproduit les informations qui ont été communiquées, à la demande du Secrétariat de l'OMC, par les organisations intergouvernementales dont la liste suit sur les activités de coopération technique liées au commerce qu'elles mènent dans les pays les moins avancés. Dans un souci de concision et eu égard au fait que le présent document a pour but de fournir des renseignements sur les activités de coopération technique liées au commerce qui concernent spécifiquement les pays les moins avancés, il a été demandé aux organisations de ne pas communiquer d'informations concernant l'assistance aux pays en développement en général.

Des informations ont été reçues à ce jour des organisations suivantes¹:

	<u>Page</u>
1. Banque asiatique de développement	2
2. Secrétariat du Commonwealth	5
3. Commission économique pour l'Afrique	10
4. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	11
5. Organisation pour l'alimentation et l'agriculture	13
6. Banque islamique de développement	35
7. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	37
8. Organisation mondiale des douanes	42
9. Organisation mondiale de la propriété intellectuelle	45

¹Tous les renseignements additionnels qui pourraient être reçus d'autres organisations d'ici la date de la réunion de haut niveau seront publiés sous forme d'additifs au présent document.

ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE LIEES AU COMMERCE
MENEES DANS LES PAYS LES MOINS AVANCES PAR LA
BANQUE ASIATIQUE DE DEVELOPPEMENT (BAsD)

AT n°	Projet	Type	Pays	Date d'approbation
5151	Table ronde sur le développement industriel et la politique commerciale Cette table ronde avait pour but de faciliter l'échange de vues et d'expériences entre des hauts fonctionnaires et d'éminents spécialistes du développement industriel et de la politique commerciale.	ATRE		29 mars 1984
5152	Quatorzième Conférence sur le commerce et le développement dans la région du Pacifique Cette conférence portait sur i) des questions liées au développement financier et à l'interdépendance financière; ii) le développement institutionnel et ses incidences sur l'élaboration des politiques; et iii) l'environnement international.	ATRE		15 mai 1984
5176	Quinzième Conférence sur le commerce et le développement dans la région du Pacifique Cette conférence était organisée sur le thème des problèmes et défis actuels qui se posent en matière de commerce et de développement aux pays de la région du Pacifique.	ATRE		5 juin 1985
5190	Etude des obstacles au commerce extérieur visant les exportations des PED membres de la BAsD Cette étude a passé en revue et analysé les mesures tarifaires et non tarifaires prises à l'échelon mondial qui affectent considérablement les résultats à l'exportation des PED membres de la BAsD. L'assistance technique avait pour but d'aider les PED d'Asie à prendre davantage conscience des restrictions commerciales entravant l'expansion de leurs échanges régionaux et extrarégionaux.	ATRE		24 octobre 1985
5204	Table ronde de la BAsD sur la libéralisation et le développement des échanges L'assistance technique comportait un atelier d'une semaine à l'intention des hauts fonctionnaires directement concernés par l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques commerciales. La table ronde visait à faciliter l'échange de vues et d'expériences entre les participants et avec d'éminents spécialistes.	ATRE		14 mars 1986
5219	Seizième Conférence sur le commerce et le développement dans la région du Pacifique Cette conférence a réuni des économistes de la région Asie-Pacifique axés sur l'économie politique pour présenter les résultats de la recherche, débattre de questions de politique générale, et examiner à cette occasion diverses questions liées au développement.	ATRE		22 septembre 1986

AT n°	Projet	Type	Pays	Date d'approbation
5269	Dix-septième Conférence sur le commerce et le développement dans la région du Pacifique: les enjeux de l'évolution technologique pour le commerce et le développement dans la région du Pacifique Cette conférence devait permettre d'échanger des informations sur le commerce et le développement, l'accent étant mis plus particulièrement sur l'évolution technologique.	ATRE		4 décembre 1987
5333	Etude des incidences de l'expansion des exportations de produits manufacturés à fort coefficient de main-d'oeuvre en provenance de la République populaire de Chine sur les autres pays exportateurs d'Asie Cette étude avait pour but d'évaluer l'effet d'une expansion importante des exportations de produits à forte intensité de main-d'oeuvre en provenance de la République populaire de Chine sur les exportations des autres pays en développement d'Asie, et d'examiner les possibilités d'action qui s'offrent à chacun de ces pays.	ATRE		12 mai 1989
5334	Colloque sur la coopération économique et commerciale entre la Chine et la région de l'Asie et du Pacifique Dans le cadre de ce petit projet d'assistance technique, un colloque sur la coopération économique et commerciale entre la Chine et la région de l'Asie et du Pacifique a été organisé.	ATRE		22 mai 1989
5350	Dix-huitième Conférence sur le commerce et le développement dans la région du Pacifique Cette conférence visait à maintenir un réseau d'interaction et d'échange d'informations entre les pays de la région du Pacifique.	ATRE		5 juin 1989
1223	Etude sur la promotion des industries à vocation exportatrice L'étude portait sur les perspectives de développement des industries à vocation exportatrice du Bhoutan.	ATCO	Bhoutan	16 novembre 1989
5408	Dix-neuvième Conférence sur le commerce et le développement dans la région du Pacifique Cette conférence visait à maintenir un réseau d'interaction et d'échange d'informations entre les pays de la région du Pacifique.	ATRE		18 octobre 1990
5408	Dix-neuvième Conférence sur le commerce et le développement dans la région du Pacifique (suite)	ATRE		2 janvier 1991

AT n°	Projet	Type	Pays	Date d'approbation
5500	Vingtième Conférence sur le commerce et le développement dans la région du Pacifique Cette conférence visait à maintenir un réseau d'interaction et d'échange d'informations entre les pays de la région du Pacifique.	ATRE		29 juin 1992
5531	Table ronde de la BAsD sur le commerce et le développement économique dans la région de l'Asie et du Pacifique Cette table ronde a contribué à améliorer les moyens dont disposent les hauts fonctionnaires des PED de la région de l'Asie et du Pacifique au niveau de l'élaboration des politiques, en vue de créer des conditions économiques propres à favoriser le développement économique et commercial.	ATRE		12 mai 1993
5551	Etude sur le nouvel environnement commercial: incidences économiques pour les pays en développement membres de la BAsD L'assistance technique a consisté en une analyse des incidences probables du nouvel environnement commercial pour les pays en développement membres de la BAsD et du rôle que la Banque pourrait valablement jouer pour aider ces pays.	ATRE		4 novembre 1993
5569	Assistance technique pour la vingt et unième Conférence sur le commerce et le développement dans la région du Pacifique Cette conférence visait à maintenir un réseau d'interaction et d'échange d'informations auquel participent ses propres membres et d'autres parties intéressées.	ATRE		10 février 1994
5555	Le nouvel environnement commercial: incidences économiques pour les PED membres de la BAsD (suite)	ATRE		19 avril 1995
2570	Renforcement des capacités dans les secteurs du commerce et de l'industrie L'aide a consisté à passer en revue et à examiner les politiques commerciales et le cadre juridique et réglementaire existant et à définir un cadre de politiques commerciales propice au développement du secteur privé. Elle comprenait une formation et des ateliers à l'intention des fonctionnaires du Ministère du commerce, ce renforcement institutionnel devant permettre au Ministère d'assurer sa mission de promotion du commerce et des échanges. Cette assistance a aidé le gouvernement à promouvoir un environnement propice à une accélération de l'activité commerciale privée, qui est indispensable pour consolider les bases de l'économie de marché. Elle a par ailleurs contribué à la réintégration du Cambodge dans l'économie régionale et mondiale, ce qui a permis au pays d'accroître ses débouchés commerciaux et ses possibilités d'investissement.	ATCO	Cambodge	14 mai 1996

ATCO: Aide technique consultative et opérationnelle.

ATPP: Aide technique à l'élaboration des projets.

ATRE: Aide technique régionale.

Source: ADB 1997 Loan, Technical Assistance and Private Sector Operations Approvals, avril 1997.

ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE LIEES AU COMMERCE MENEES DANS LES PAYS
LES MOINS AVANCES PAR LE SECRETARIAT DU COMMONWEALTH

Pays	Descriptif du projet	Activités	Suivi nécessaire
LESOTHO 1. Renforcement institutionnel et développement du marché dans certains pays européens pour le tourisme au Lesotho (X/LES/24)	L'objectif premier de ce projet est de recenser en Europe de nouveaux marchés qui offriraient tout au long de l'année un potentiel pour l'organisation de voyages à thème en Afrique australe de préférence au tourisme de masse. L'étape suivante sera de définir et de développer des stratégies de commercialisation et de promotion pour faire augmenter le nombre de visiteurs européens de ce type et rendre le secteur touristique du Lesotho plus viable. <u>Dates de début et de fin:</u> 10.01.97/30.06.098	<ul style="list-style-type: none"> - Définir le produit touristique "Lesotho" et son potentiel d'attraction comme destination touristique - Réaliser une étude de marché pour établir quels seraient les organismes de voyage intéressés, en organisant un programme de visites pour certaines entreprises sélectionnées - Conseiller le gouvernement sur la meilleure manière de restructurer les bureaux de tourisme sur certains marchés afin de maximiser l'efficacité globale - Analyser la position concurrentielle du Lesotho au sein de la région de l'Afrique australe - Formuler une stratégie de développement du marché pour le Lesotho 	Financement de certaines recommandations spécifiques
MALAWI 2. Promotion de certains produits du Malawi par des prises de contact en Tanzanie et en Zambie (X/MAA/23)	Le Programme de promotion par prise de contact est destiné à aider le Malawi à améliorer ses résultats à l'exportation notamment à destination des pays d'Afrique orientale et australe, en particulier pour les outils et instruments agricoles, les ustensiles en émail, les tuyaux et conduits en PVC, les couvertures et les produits en matière plastique et filet, les textiles, le riz, les pois africains et les légumineuses et les noix de cajou. <u>Dates de début et de fin:</u> 08.05.96/31.11.97	<ul style="list-style-type: none"> - Recenser les possibilités d'exportation vers les marchés tanzanien et zambien pour une gamme de produits agricoles et industriels - Recenser, dans certains secteurs, les entreprises qui seraient prêtes à exporter leurs produits vers les marchés cibles - Apporter un soutien pratique à certaines entreprises pour les aider à développer leurs produits et à s'adapter - Organiser des réunions appropriées entre les exportateurs et les acheteurs et aider les entreprises à négocier sur des questions-clés telles que les prix, les conditions de livraison, etc. - Promouvoir d'autres initiatives de lutte contre la pauvreté à la suite de la Mission du Secrétaire du Commonwealth qui s'est tenue au Malawi en juillet 1994 après une rencontre entre le Secrétaire général et le nouveau Président du Malawi 	Financement de certaines recommandations spécifiques

Pays	Descriptif du projet	Activités	Suivi nécessaire
SAMOA 3. Etude du potentiel d'exportation pour le Kava (E/WS/14)	Ce projet vise à étudier les possibilités et le potentiel d'exportation du Kava du Samoa vers les industries pharmaceutiques d'Europe et d'Asie du Sud-Est <u>Dates de début et de fin:</u> 15.03.97/30.11.97	<ul style="list-style-type: none"> - Evaluer le potentiel d'offre des producteurs samoans de Kava en termes quantitatifs et qualitatifs - Déterminer le potentiel d'exportation du Kava samoan 	Le projet est actuellement en cours
ILES SALOMON 4. Les Iles Salomon et la Conférence sur l'écotourisme (X/SOL/19)	Le projet vise à aider la Conférence nationale sur l'écotourisme des Iles Salomon à mettre sur pied une Association nationale de l'écotourisme. Ce projet est achevé.	<ul style="list-style-type: none"> - Préparation d'un document sur l'écotourisme et la participation locale comprenant: <ul style="list-style-type: none"> a) une analyse globale du tourisme et de son impact sur l'emploi; b) un aperçu sur les autres conférences sur l'écotourisme à base communautaire organisées dans le monde et sur leurs répercussions pour les Iles Salomon - Fourniture de conseils pratiques à la Conférence sur des questions relatives à l'écotourisme - Etablissement d'un mécanisme approprié pour appuyer les activités d'écotourisme dans les Iles Salomon 	Financement de l'Association nationale d'écotourisme
UGANDA 5. Programme intégré pour la commercialisation des meubles dans certains pays européens (X/UGA/2)	Afin de promouvoir les exportations de meubles, en particulier les copies d'ancien de haute qualité, le gouvernement ougandais se propose de lancer un programme intégré de commercialisation des meubles en bois (en particulier les copies d'ancien) sur certains marchés européens.	<ul style="list-style-type: none"> - Evaluer le potentiel d'offre des principaux producteurs de meubles ougandais - Etudier la production, le design et les capacités de certaines entreprises - Effectuer des études de marché détaillées et des tests de commercialisation pour les produits améliorés 	<ul style="list-style-type: none"> - Fourniture de conseils sur l'élaboration, l'adaptation et l'amélioration des produits - Préparation de plans de production et de commercialisation liés pour certaines entreprises

Pays	Descriptif du projet	Activités	Suivi nécessaire
UGANDA (suite)	<p>L'objectif central du projet sera de fournir à des fabricants de meubles sélectionnés des informations actualisées sur les besoins du marché et de les former pour les aider à développer et adapter leurs produits et à améliorer la qualité du design et l'emballage. Ce projet comprendra aussi des tests de commercialisation et de pénétration des marchés.</p> <p><u>Dates de début et de fin:</u> 13.03.96/30.06.98</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Diffuser les résultats des études, informer les exportateurs et préparer les représentants des entreprises à des missions de promotion par prise de contact - Emmener une mission de prise de contact en Europe et aider les entrepreneurs à obtenir effectivement des commandes - Analyser les résultats et préparer un rapport 	<ul style="list-style-type: none"> - Formulation d'un plan d'exportation et d'investissement stratégique pour les produits en bois - Diffusion d'informations par le biais de séminaires afin de faciliter la mise en oeuvre des stratégies convenues par les organismes pertinents et la nouvelle Association ougandaise des producteurs et exportateurs de bois

LISTE DES PROJETS DE LA DIVISION DE L'EXPORTATION ET DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL
ACTUELLEMENT A L'ETUDE DANS LES PMA

Pays	Descriptif du projet	Activités	Suivi nécessaire
MALAWI 1. Programme de formation avancée dans le domaine du développement des marchés d'exportation et de la commercialisation internationale	Le but de ce programme est d'aider les participants à promouvoir les exportations de leurs pays, de renforcer les capacités dans le domaine de l'élaboration de plans commerciaux et de la planification des incitations à l'exportation et d'aider à comprendre l'environnement commercial moderne.	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation d'un programme de formation au Malawi - Organisation d'une rencontre entre les participants et les milieux d'affaires du Malawi - Visites sur le terrain dans des instituts de promotion commerciale et des organismes de services pertinents - Présentation de projets de pays 	
UGANDA 2. Assistance au Conseil ougandais de promotion des exportations	Fournir au Conseil ougandais de promotion des exportations l'assistance technique à court terme d'un conseiller commercial sensibilisé au rôle des femmes pour effectuer une étude sur les principales activités économiques conduites majoritairement par des femmes, afin d'élaborer des stratégies visant à promouvoir la participation des femmes à des entreprises orientées vers l'exportation.	<ul style="list-style-type: none"> - Etude et évaluation de la participation des entreprises locales à des activités orientées vers l'exportation - Visites sur le terrain dans différents centres féminins - Organisation de réunions avec les milieux d'affaires féminins - Etude sur la création en Ouganda d'organisations et d'institutions destinées à favoriser la participation des femmes à des activités commerciales - Recensement des besoins de formation des femmes participant à des activités de production et de commercialisation à l'échelon local - Elaboration d'un programme d'induction/plan d'action visant à développer chez les femmes un esprit d'entreprise orienté vers l'exportation 	
3. Fédération ougandaise du café	Renforcer la capacité institutionnelle de la Fédération ougandaise du café	<ul style="list-style-type: none"> - Evaluation des besoins d'information de la Fédération et de l'industrie ougandaises du café - Conception et mise en oeuvre de méthodes appropriées de collecte, de traitement et de diffusion de l'information commerciale 	

Pays	Descriptif du projet	Activités	Suivi nécessaire
VANUATU 4. Stratégies de promotion des exportations et de l'investissement étranger	Une aide est nécessaire pour formuler des stratégies de promotion des exportations de certains produits vers l'étranger et recenser les principaux secteurs dans lesquels des investissements seraient utiles pour favoriser les exportations.	<ul style="list-style-type: none"> - Etablissement de profils pour certains secteurs - Réalisation d'études de marchés approfondies sur les marchés d'exportation cibles - Elaboration de propositions concernant l'investissement et la production et la promotion commerciale des produits et secteurs recensés - Mission de prise de contact et de promotion des investissements dans des pays cibles appropriés - Elaboration d'une stratégie de promotion des investissements à Vanuatu sur la base des résultats de la mission pertinente 	

ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE LIEES AU COMMERCE
MENEES DANS LES PAYS LES MOINS AVANCES PAR LA
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

1. La Commission économique pour l'Afrique (CEA) compte 33 pays moins avancés parmi ses membres. Dans ses efforts en faveur du développement de l'Afrique, cette institution est donc directement concernée par les problèmes des pays les moins avancés. Dans le domaine du développement commercial, elle est associée à la prise de décisions au niveau le plus élevé puisque, sous son égide, les Ministres du commerce et leurs experts de haut niveau se réunissent tous les deux ans pendant une semaine pour discuter et échanger des données d'expérience sur la meilleure manière de mettre en place un environnement propice au développement commercial en Afrique. Lors de la dernière de ces conférences, qui a eu lieu au siège de la CEA en février 1996, on a examiné, entre autres, la question de l'assistance technique aux pays africains. La conférence a aussi adopté un plan de développement commercial interafricain sur huit ans. Dans le même ordre d'idées, il convient aussi de rappeler qu'après la conclusion des négociations du Cycle d'Uruguay la CEA a organisé une Conférence ministérielle internationale en octobre 1994 à Tunis (Tunisie) pour étudier la question de l'assistance technique dont les pays africains auraient besoin pour mettre en oeuvre plus facilement les Accords issus du Cycle d'Uruguay. La conférence a adopté un cadre d'action qui devait constituer la base des initiatives futures.
2. L'assistance technique fournie par la CEA aux pays africains dans le domaine du commerce a surtout consisté à mener une action de sensibilisation au niveau régional. Pour le proche avenir, la CEA travaille sur trois études qui seront présentées lors d'une réunion spéciale de groupe d'experts qui se tiendra en mars 1998 juste avant la Réunion ministérielle de préparation de la deuxième Conférence ministérielle de l'OMC. En offrant l'occasion de discuter des principales questions qui seront soulevées au cours de la Conférence de l'OMC, ces études et cette réunion spéciale visent à aider les pays africains à définir leurs positions sur i) la politique d'investissement en Afrique; ii) la politique commerciale et de concurrence; et iii) les pratiques et procédures de passation des marchés publics en Afrique. A l'issue de cette réunion, les pays africains devraient être davantage familiarisés avec les principales questions qui seront abordées lors de la Conférence de l'OMC et être à même, le moment venu, d'adopter des positions éclairées sur ces questions.
3. La CEA dispense aussi à ses membres une aide active dans le domaine du commerce au niveau des pays. Elle leur fournit des services consultatifs assurés par une équipe de conseillers régionaux particulièrement qualifiés dans des domaines tels que le développement des ressources humaines; la promotion de bonnes méthodes d'administration; les technologies de l'information; les questions commerciales et macro-économiques; les flux de ressources, etc. Jusqu'ici, le conseiller régional chargé des questions macro-économiques s'occupait également des questions commerciales. Mais, compte tenu de l'importance que la CEA accorde au développement commercial et à la promotion des investissements en Afrique, le Secrétariat renforce actuellement son programme d'assistance technique dans ces deux domaines. Nous étudions aujourd'hui sérieusement la possibilité d'appuyer l'envoi de représentants africains à plein temps aux réunions de l'OMC à Genève. La Commission est également en train de recruter un conseiller régional à plein temps spécialisé dans le domaine du commerce et de l'investissement. Toutefois, nous ne pouvons pas encore donner de détails précis sur le programme d'assistance technique car, traditionnellement, les conseillers régionaux interviennent à la demande des pays, le plus souvent à très bref délai. Néanmoins, lorsque les nouveaux conseillers régionaux chargés du commerce et de l'investissement seront opérationnels, un programme indicatif des activités d'assistance technique sera établi sur la base des demandes passées des Etats membres.

ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE LIEES AU COMMERCE
MENEES DANS LES PAYS LES MOINS AVANCES PAR LA
COMMISSION ECONOMIQUE ET SOCIALE POUR
L'ASIE ET LE PACIFIQUE

1. Le Secrétariat de la CESAP a déjà mis en oeuvre un certain nombre d'activités importantes pour apporter une assistance technique aux pays les moins avancés, et répondre à leurs besoins en matière de politique commerciale et de promotion du commerce. Parmi les activités spécifiquement entreprises en faveur des pays les moins avancés figurent notamment les suivantes:

- i) Colloque sur le renforcement de l'interdépendance du Myanmar avec ses pays voisins et avec le Japon dans le domaine du commerce et des investissements (29 janvier 1996).
- ii) Séminaire sur les questions de politique commerciale en République démocratique populaire lao (février 1996).
- iii) Première réunion du Groupe consultatif sur le secteur privé, établi dans le cadre du Forum pour le développement global de l'Indochine, y compris le Cambodge et la République démocratique populaire lao (mars 1996)
- iv) Réunion des Chambres de commerce et d'industrie de la région du grand Mékong, y compris le Cambodge, la République démocratique populaire lao et le Myanmar (septembre 1996).
- v) Séminaire national BIDS/CESAP/PNUD sur la coordination entre les instituts de recherche d'Asie et du Pacifique travaillant dans des domaines liés au commerce, Bangladesh (octobre 1996).
- vi) Promotion de l'investissement dans les pays qui en sont au premier stade du développement touristique, y compris le Myanmar et le Népal.
- vii) Dans le cadre d'un projet de conseils à l'industrie pour la promotion des exportations financé par l'Allemagne, fourniture d'une assistance technique à des entreprises du Cambodge et de la République démocratique populaire lao pour améliorer leur compétitivité et leur capacité d'exportation. Plusieurs séminaires et cours de formation ont été organisés à l'échelon national dans les domaines du contrôle de la qualité, de l'emballage, des exportations de fruits de mer, des exportations de soie et de produits d'artisanat, du crédit et du financement des exportations, de la commercialisation des produits d'exportation et de l'apprentissage de l'anglais des affaires. Une étude sur la capacité des entreprises dans différents secteurs de l'économie est actuellement en cours au Cambodge.
- viii) Une aide financière a également été fournie au Bangladesh, au Bhoutan, à la République démocratique populaire lao, au Myanmar et au Népal pour leur permettre de participer à la sixième Foire commerciale internationale de l'Asie et du Pacifique (ASPAT 96) (novembre 1996).
- ix) Fourniture d'un appui aux pays en développement insulaires du Pacifique, y compris les pays les moins avancés, pour les aider à promouvoir leurs exportations de produits de la pêche (mars 1996).

- x) Pour répondre efficacement à certains des problèmes cruciaux rencontrés par les pays les moins avancés dans le domaine commercial et les domaines liés au commerce, le Secrétariat de la CESAP leur a fourni à titre prioritaire des services consultatifs régionaux en matière de promotion des exportations et facilitation du commerce.
- xi) Une assistance est également fournie au Cambodge, à la République démocratique populaire lao et au Myanmar pour les aider dans leurs efforts d'accession et de participation effective à l'ANASE.

2. La sixième session du Comité de coopération économique régionale tenue en mars 1997 a accordé une haute priorité à la prise en compte des besoins particuliers des pays les moins avancés et souligné qu'une assistance technique et financière accrue devrait être fournie à ces pays pour les aider à respecter leurs obligations de notification dans le cadre de l'OMC, à apporter les ajustements nécessaires à leur législation nationale et à mettre en oeuvre les Accords de l'OMC, et notamment l'Accord sur les ADPIC.

3. Le programme de travail pour la période biennale 1998-1999 met tout particulièrement l'accent sur la promotion de la coopération régionale pour améliorer l'efficacité commerciale et développer les techniques de commerce électronique ainsi que sur la promotion des exportations des pays en développement, en accordant une attention particulière aux besoins des pays les moins avancés dans le domaine des produits de base, des textiles et des exportations des PME. Plus précisément, des activités seront entreprises pour aider les pays les moins avancés à concilier leurs engagements en matière de libéralisation du commerce et leurs priorités nationales et à réaliser le plein potentiel de leurs exportations dans les domaines où ils jouissent d'un avantage comparatif.

ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE LIEES AU COMMERCE
MENEES DANS LES PAYS LES MOINS AVANCES PAR
L'ORGANISATION POUR L'ALIMENTATION
ET L'AGRICULTURE (FAO)

Rome, juillet 1997

1. En raison de la longue expérience qu'elle a acquise en la matière, la FAO est bien placée pour fournir à ses Etats membres, notamment aux pays les moins développés, une assistance technique sur un grand nombre de questions liées au commerce. Les demandes d'assistance se sont multipliées depuis la signature de l'Accord de Marrakech en 1994. Elles portent notamment sur les questions liées à l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS), l'Accord sur les obstacles techniques au commerce (OTC), l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), l'adaptation des politiques agricoles et alimentaires aux nouvelles dispositions de l'OMC incluses dans l'Accord sur l'agriculture, et la Décision ministérielle sur les mesures concernant les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires.
2. Les obligations des Membres de l'OMC au titre des Accords SPS et OTC ont amené une augmentation sensible des demandes d'assistance technique adressées à la FAO. L'adoption, dans le cadre de l'Accord SPS, des normes, directives et recommandations du *Codex Alimentarius* comme normes de référence pour le commerce international des produits alimentaires a créé un intérêt grandissant pour le renforcement des systèmes nationaux de contrôle des aliments, pour la mise en conformité des réglementations nationales concernant les produits alimentaires avec les normes internationales et pour l'établissement de programmes d'inspection et de certification des importations et des exportations de produits alimentaires en vue d'assurer la conformité avec les prescriptions des accords SPS et OTC. On a également noté une augmentation des demandes d'assistance visant à renforcer la capacité des services vétérinaires nationaux dans le domaine des techniques d'analyse quantitative des risques à l'importation et de leurs programmes d'inspection des importations et exportations de viande. De même, dans le domaine de la protection des végétaux, une assistance a été demandée pour renforcer et moderniser les programmes nationaux de quarantaine de manière qu'ils répondent à l'évolution des exigences du commerce international en matière de phytoquarantaine.
3. S'agissant de l'Accord sur les ADPIC, les compétences techniques de la FAO se situent dans le domaine des droits de propriété intellectuelle en matière de variétés végétales, de races d'animaux, de technologies connexes et de matériel génétique. L'Accord sur les ADPIC dispose que tous les Membres de l'OMC doivent assurer la protection des variétés végétales au moyen de brevets, d'un système qui leur soit propre ou d'un mélange des deux. Cette question soulève des préoccupations de plus en plus vives au niveau international et nombre des PMA demandent une assistance technique à la FAO pour élaborer et mettre en œuvre un mécanisme de protection. La FAO offre également une assistance technique en matière d'obtentions végétales, de production et de multiplication de semences, et de législation, réglementation et systèmes connexes.
4. Dans le domaine de la politique agricole et alimentaire, les PMA s'intéressent surtout aux implications de l'Accord sur l'agriculture et à la mise en œuvre de la "Décision [du Cycle d'Uruguay] sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires". La FAO reçoit de plus en plus de demandes d'assistance en matière de renforcement des capacités d'analyse de la politique agricole en relation avec des questions commerciales. Ces demandes concernent notamment des évaluations quantitatives de l'incidence du Cycle d'Uruguay sur le marché des principaux produits alimentaires de base et des produits que ces pays souhaiteraient exporter, ainsi que des questions liées à l'instabilité des cours mondiaux et des possibilités qui s'offrent à eux pour réduire les incertitudes

du marché. Des précisions sont également demandées sur les politiques spécifiques, les méthodologies analytiques et les moyens de mise en œuvre des politiques pour que les pays puissent tirer parti des opportunités commerciales et apporter des ajustements à leurs politiques agricoles et alimentaires intérieures. Au demeurant, un grand nombre de PMA ne font pas partie de l'OMC et certains d'entre eux y sont en voie d'accession. Cela soulève toute une série de questions concernant les conséquences de leur accession sur leur secteur agricole et leur économie en général et ils demandent souvent à la FAO de les aider à évaluer les diverses possibilités. Enfin, en ce qui concerne la décision susmentionnée, la FAO aide les pays concernés pour ce qui est des modalités qui y sont envisagées pour aider les pays touchés. A ce sujet, la FAO a participé aussi au débat en cours au Comité de l'aide alimentaire sur les moyens d'améliorer la Convention relative à l'aide alimentaire pour mieux répondre aux besoins dont il est fait état dans cette décision.

5. L'inventaire ci-annexé des activités d'assistance technique liées au commerce en faveur des PMA est établi d'après la liste des projets bénéficiant de l'appui de la FAO dans les pays en développement. En 1996, la FAO a exécuté dans ces pays plus de 1 500 projets d'un montant total supérieur à 1,5 milliard de dollars EU, dont 522 dans les PMA, d'un coût total de 440 millions de dollars EU. Tous ces projets qui avaient pour objectif d'améliorer les résultats du secteur agricole des pays concernés devraient avoir à terme, parfois indirectement, une incidence sur le commerce extérieur. A l'heure actuelle, la FAO appuie dans les PMA quelque 75 projets dont beaucoup sont considérés comme comportant un élément commercial important. Le budget total pour ces projets, dont les principales caractéristiques sont indiquées dans l'Annexe, se monte à quelque 60 millions de dollars EU. La plupart ne concernent qu'un seul pays (pour un total de 25 millions de dollars), mais plusieurs ont une portée régionale et même mondiale (pour des montants de 34 millions et 1 million de dollars EU, respectivement), et ont une incidence sur un sous-groupe ou sur la totalité des PMA, en fonction de la nature de l'assistance technique fournie.

6. Jusqu'à présent, l'exécution du programme d'assistance technique de la FAO a été financée en grande partie par le Programme ordinaire, y compris par les ressources du Programme de coopération technique (PCT). Des fonds extrabudgétaires et des fonds d'affectation spéciale ont été fournis par d'autres organisations internationales et des pays donateurs pour des activités de formation spécifiques liées aux Accords du Cycle d'Uruguay. La FAO continuera à privilégier l'assistance technique à ses membres en utilisant les ressources de son Programme ordinaire, mais les ressources pour ce genre de financement sont de plus en plus limitées. La FAO espère donc recevoir un soutien financier des pays bailleurs de fonds et des autres organisations internationales, sous forme de fonds d'affectation spéciale ou d'autres.

7. La FAO continue d'œuvrer en faveur d'un commerce international en expansion conduisant à une économie mondiale vigoureuse et à des améliorations des occasions d'emplois et des revenus des pauvres vivant en milieu rural. Le Plan d'action de la Conférence mondiale de l'alimentation engage la FAO et les autres organisations à continuer à aider les pays en développement en matière de commerce, et plus spécialement à les aider à se préparer pour les négociations commerciales multilatérales futures pour qu'ils deviennent "des partenaires égaux et bien informés dans le processus de négociation" et qu'ils puissent profiter pleinement de leur participation au système commercial multilatéral.

8. Parmi les pays en développement, les PMA n'ont ni la capacité ni les ressources nécessaires pour se préparer de manière adéquate pour les prochains cycles de négociations. Des dispositions spéciales doivent donc être envisagées pour intensifier l'assistance technique à ces pays, pour veiller à ce qu'ils puissent tirer pleinement parti des possibilités commerciales à venir et pour devenir membres à part entière du système commercial multilatéral. Cette attente découle de l'esprit de coopération qui a présidé au Cycle d'Uruguay et des déclarations et engagements spécifiques inscrits dans les textes issus de ces négociations qui soulignent la situation spéciale des PMA et la nécessité urgente de les aider à devenir des partenaires à part entière du système commercial mondial.

ANNEXE

PROJETS D'ASSISTANCE TECHNIQUE LIEE AU COMMERCE DE LA FAO
EN FAVEUR DES PAYS LES MOINS AVANCES

I. PROJETS PAR PAYS

BANGLADESH

Intitulé: Lutte contre les insectes parasites par manipulation génétique (BGD/5/016)
Budget: 81 450 dollars EU
Durée: Deux ans
Etat d'avancement: Achevé récemment
Objectifs: Le projet était axé sur la mouche des fruits *Bactrocera*, qui non seulement cause des dégâts importants à la production des fruits et légumes, mais constitue aussi un obstacle majeur au commerce international de ces produits. Le projet a contribué à renforcer les capacités locales d'élevage de deux espèces de mouches des fruits à l'aide d'un régime alimentaire artificiel et a permis d'entreprendre un travail génétique et cytogénétique de différenciation d'espèces, préalable indispensable à l'élimination des obstacles régionaux au commerce.

Intitulé: Projet régional Asie concernant l'acceptation publique et le commerce des produits alimentaires irradiés (RAS/5/022)
Budget: 60 000 dollars EU
Durée: 1995-1998
Etat d'avancement: En cours d'exécution
Objectifs: Ce projet a été exécuté pour faciliter le commerce des produits alimentaires irradiés dans les pays participants et dans la région. L'objectif final est d'accroître le potentiel d'exportation du pays se conformant aux prescriptions phytosanitaires grâce à l'irradiation des produits alimentaires et agricoles vendus sur le marché international.

Intitulé: Renforcement du programme national de semences de légumes - Phase III (GCP/BGD/028/DEN)
Budget: Contribution FA/DANIDA: 853 000 dollars EU
Etat d'avancement: 1996-1998
Objectifs: Cette nouvelle phase du projet permettra d'étendre la production de semences de légumes de haute qualité sur au moins 25 pour cent de la superficie cultivée avec des semences améliorées, grâce à la participation active du secteur privé dans la production et la commercialisation.

BENIN

Intitulé: Projet de diversification des exportations de produits agricoles (96/027/ADB/BEN)
Budget: 7,3 millions de dollars EU
Etat d'avancement: En préparation
Objectifs: Vise à diversifier les cultures d'exportation en augmentant la compétitivité des exportations de copeaux de manioc vers l'Europe grâce à une réduction des coûts. Ce projet permettrait de financer l'infrastructure portuaire et le matériel de stockage en vrac et de chargement rapide des navires, la réfection des routes rurales et des centres de collecte des copeaux de manioc. Il comporterait aussi le renforcement des institutions, la fourniture de crédits et d'une formation aux chefs d'entreprises privées et une assistance technique. Il est élaboré en vue d'un financement éventuel par la Banque africaine de développement.

BHOUTAN

Intitulé: Appui à la commercialisation des produits agricoles (TCP/BHU/4551)
Budget:
Durée: Deux ans
Etat d'avancement: En cours d'exécution
Objectifs: Aide à la création de services d'information sur les marchés et d'une infrastructure commerciale améliorée pour la vente sur le marché intérieur et à l'exportation

BOTSWANA

Intitulé: Surveillance de la lutte contre la pleuro-pneumonie bovine contagieuse (TCP/BOT/4552)
Budget: 180 000 dollars EU
Etat d'avancement: En cours d'exécution
Objectifs: Surveillance visant à aider à éliminer d'urgence la PPBC et à préserver les exportations vers les Etats-Unis et l'Afrique du Sud estimées à 1 000 carcasses de bovins par jour pendant 200 jours ouvrables

BURKINA FASO

Intitulé: Contrôle de la qualité des denrées alimentaires (TCP/BKF/4551)
Budget: 200 000 dollars EU
Durée: Deux ans
Etat d'avancement: Achevé
Objectifs: Assistance à l'examen et à l'actualisation de la législation sur les produits alimentaires; formation de personnel chargé du contrôle des denrées alimentaires, en particulier de l'inspection et de la certification des importations/exportations de denrées alimentaires. Mise à niveau des capacités du laboratoire.

CAMBODGE

Intitulé: Création de services d'information sur les marchés (TCP/CMB/6611)
Budget: 290 000 dollars EU
Etat d'avancement: En cours d'exécution
Objectifs: Lancement d'une enquête sur les besoins d'information sur les marchés et mise en place d'un système d'information sur les marchés destiné à accroître la transparence en matière de prix pour stimuler le commerce intérieur et extérieur.

Intitulé: Réhabilitation de Kamcontrol dans ses activités de contrôle alimentaire (TCP/CMB/4554)
Budget: 158 000 dollars EU
Durée: Deux ans
Etat d'avancement: En cours d'exécution
Objectifs: Examen de la législation concernant le contrôle des produits alimentaires et de son administration; formation de personnel chargé du contrôle des produits alimentaires, en particulier de l'inspection des importations de produits alimentaires.

TCHAD

Intitulé: Assistance à l'élaboration d'un plan national semences (TCP/CHD/4553)
Budget: 80 000 dollars EU
Durée: Dix mois à compter de septembre 1995
Objectifs: Aider le gouvernement tchadien à définir une politique appropriée de développement du secteur des semences et à élaborer un plan national semences destiné à appuyer le Programme national de développement de l'agriculture visant à améliorer la distribution et la commercialisation des semences

ETHIOPIE

Intitulé: Lutte contre les maladies de la peau des moutons et des chèvres en vue d'améliorer la qualité des peaux et cuirs (TCP/ETH/4558(I))
Budget: 275 000 dollars EU
Etat d'avancement: En cours d'exécution
Objectifs: La prolongation du projet aidera le gouvernement et les tanneries privées à mettre en œuvre un système de vulgarisation débouchant sur l'adoption à grande échelle de méthodes éprouvées sur le terrain pour éliminer les maladies de la peau et autres causes de dégradation des peaux de mouton. En outre, des études épidémiologiques et des essais de traitement sur le terrain seront réalisés pour déterminer les causes de la dégradation des peaux de chèvres et les moyens de la prévenir. Cette prévention permettra de restaurer la réputation de l'industrie éthiopienne du cuir et d'accroître les recettes en devises de ce secteur, qui viennent juste après celles du café.

Intitulé: Diagnostic et surveillance de la peste bovine et de la trypanosomiase (ETH/5/010)
Budget: 140 000 dollars EU
Durée: 1995-1998
Etat d'avancement: En cours d'exécution
Objectifs: Améliorer le diagnostic et la surveillance des maladies du bétail en vue de la mise en place de programmes de lutte et d'éradication. Dans le cadre de ce projet, du matériel, des kits, des services d'experts et une formation sont fournis aux laboratoires pour leur permettre de réaliser des tests de type ELISA pour le dépistage de la peste bovine par détection d'antigènes et d'anticorps. Ce projet vise à permettre d'assurer la qualité des résultats des tests réalisés par les laboratoires, ce qui conduira à la reconnaissance des capacités des laboratoires au niveau international, à la certification de la validité de leurs résultats, et partant, à la levée des restrictions des mesures commerciales sur la circulation du bétail et de leurs produits.

Intitulé: Adaptation des politiques agricole et alimentaire à l'évolution de la conjoncture commerciale extérieure (GCP/ETH/053/NET)
Budget: 272 895 dollars EU
Durée: 30 mois
Etat d'avancement: En cours d'exécution
Objectifs: Volet lié au commerce: évaluation des conséquences de l'évolution de la conjoncture commerciale internationale pour les pays en développement, en particulier pour l'Ethiopie. Analyse du GATT de 1994 et des Accords pertinents de l'OMC et des effets possibles sur le commerce mondial, en particulier sur l'Ethiopie et sur son statut de bénéficiaire d'accords commerciaux préférentiels.

GUINEE

Intitulé: Contrôle de la qualité et conditionnement des produits agricoles (TCP/GUI/0159)
Budget: 150 308 dollars EU
Durée: Environ deux ans
Etat d'avancement: Achievé
Objectifs: Analyse de la législation régissant le traitement et le conditionnement des produits alimentaires, notamment de ceux destinés à l'exportation; formation d'inspecteurs et d'analystes

GUINEE-BISSAU

Intitulé: Renforcement du système national du contrôle sanitaire des produits alimentaires (TCP/GBS/8955)
Budget: 195 000 dollars EU
Durée: Environ deux ans
Etat d'avancement: Achievé
Objectifs: Renforcer le système de contrôle des produits alimentaires grâce à la révision de la réglementation et à la formation spéciale d'inspecteurs et d'analystes des produits alimentaires

LAOS

Intitulé: Renforcement du système de contrôle des produits alimentaires (TCP/LAO/2355)
Budget: 180 000 dollars EU
Durée: Deux ans
Etat d'avancement: Achievé
Objectifs: Etablissement d'une législation concernant les produits alimentaires et comportant des normes; fourniture de matériel de laboratoire et formation de personnel technique chargé de l'inspection et de l'analyse des produits alimentaires

LESOTHO

Intitulé: Assistance au développement du secteur laitier (TCP/LES/4452)
Budget: 153 000 dollars EU
Etat d'avancement: Le suivi du Plan de développement commercial de la société d'économie mixte Lesotho Dairies est financé par l'ONUDI.
Objectifs: Renforcer la commercialisation en vue de soutenir la concurrence des importations

Intitulé: Etude de la politique de commercialisation des produits agricoles (TCP/LES/4554)
Budget: 150 000 dollars EU
Durée: 12 mois
Etat d'avancement: Achievé récemment
Objectifs: Une analyse de la politique de commercialisation des céréales, des produits de l'horticulture et des animaux d'élevage a été réalisée en vue de l'adapter au nouvel environnement commercial libéralisé et d'encourager les importations et exportations.

MADAGASCAR

- Intitulé:** Améliorer le diagnostic des zoonoses, surveiller les programmes de lutte contre les maladies et améliorer l'alimentation et la reproduction des animaux à l'aide de techniques de dosage immunologique (MAG/5/007)
- Budget:** 135 000 dollars EU
- Durée:** 1997-1998
- Etat d'avancement:** En cours d'exécution
- Objectifs:** Fournir du matériel, des services d'experts et une formation pour améliorer les capacités de diagnostic. Ce projet se rapporte indirectement au commerce, en ce sens qu'il vise à augmenter la productivité.
- Intitulé:** Contrôle de la production et assistance à l'exportation des produits forestiers (TCP/MAG/6611 (A))
- Budget:** 253 000 dollars EU
- Durée:** 12 mois
- Etat d'avancement:** En cours d'exécution
- Objectifs:** Aider le gouvernement à créer un système de surveillance des activités forestières afin d'arriver à une gestion efficace des ressources forestières et d'accroître les exportations de produits forestiers, en conformité avec les normes internationales

MALAWI

- Intitulé:** Formation à l'intention des groupes de ramassage du lait et des groupes de petits producteurs (TCP/MLW/2358)
- Budget:** 161 400 dollars EU
- Etat d'avancement:** Projet achevé, mais un projet complémentaire consécutif au Plan national pour le secteur laitier est en cours de négociations avec des bailleurs de fonds potentiels.
- Objectifs:** Développement du secteur laitier. Améliorer le système de ramassage du lait pour le secteur et réduire l'utilisation de lait en poudre importé.
- Intitulé:** Utilisation industrielle de l'amidon de manioc au Malawi
- Etat d'avancement:** En préparation
- Objectifs:** Introduire l'utilisation industrielle de l'amidon de manioc et mettre au point la technologie nécessaire pour produire des adhésifs à base d'amidon qui sont largement utilisés dans le pays.
- Le projet a les objectifs spécifiques suivants:
- a) production d'adhésifs à chaud à base d'amidon de manioc;
 - b) études concernant une usine pilote de production d'adhésifs à froid à base d'amidon de manioc;
 - c) études d'autres utilisations possibles de l'amidon de manioc. Le projet vise à réaliser d'autres études concernant le remplacement des importations par des matières premières industrielles à base de manioc ou d'amidon de manioc produites au Malawi.
- Intitulé:** Renforcement des services de contrôle des produits alimentaires (TCP/MLW/0053)
- Budget:** 156 000 dollars EU
- Durée:** Deux ans
- Etat d'avancement:** Achevé
- Objectifs:** Révision de la législation sur les produits alimentaires, notamment des normes en la matière; projet de réglementation des contaminants alimentaires; et renforcement des capacités en matière d'inspection et d'analyse des produits alimentaires.

MALI

Intitulé: Renforcement des capacités locales pour mieux lutter contre les zoonoses (MLI/5/013)
Budget: 160 000 dollars EU
Durée: 1993-1997
Etat d'avancement: En cours d'exécution
Objectifs: Fournir du matériel, des services d'experts et une formation pour améliorer les capacités de diagnostic. Le projet se rapporte indirectement au commerce, en ce sens qu'il vise à accroître la productivité.

MAURITANIE

Intitulé: Contrôle de la qualité des denrées alimentaires (TCP/MAU/0154)
Budget: 238 000 dollars EU
Durée: De deux à cinq ans environ
Etat d'avancement: Achevé
Objectifs: Renforcement institutionnel lié au contrôle de la qualité et de l'innocuité des denrées alimentaires, notamment du poisson et des produits du poisson, ainsi qu'à la promotion des exportations

MONGOLIE

Intitulé: Amélioration de la productivité et de la santé du bétail (MON/5/007)
Budget: 206 000 dollars EU
Durée: 1995-1998
Etat d'avancement: En cours d'exécution
Objectifs: Améliorer la productivité du cheptel en réduisant l'incidence des maladies et en améliorant la nutrition. Le projet se rapporte indirectement au commerce, en ce sens qu'il vise à accroître la productivité.

MOZAMBIQUE

Intitulé: Assistance au renforcement du système de contrôle des produits alimentaires (TCP/MOZ/6611)
Budget: 225 000 dollars EU
Durée: Deux ans
Etat d'avancement: En cours d'exécution
Objectifs: Examen de la législation sur les produits alimentaires et élaboration de règlements complémentaires et de normes. Formation d'inspecteurs et d'analystes des produits alimentaires; organisation des opérations de contrôle des aliments, y compris de l'inspection des importations/exportations de denrées alimentaires.

MYANMAR

Intitulé: Services d'information sur les marchés agricoles (TCP/MYA/...)
Budget: 331 000 dollars EU
Durée: 18 mois
Etat d'avancement: En préparation
Objectifs: Examiner les besoins d'information sur les marchés agricoles et établir des services d'information concernant les produits destinés au marché intérieur et à l'exportation

MYANMAR (suite)

Intitulé: Validation des méthodes de dépistage par chromatographie sur couche mince pour l'analyse des résidus de pesticides (D5.20.33 (FAO/IAEA CRP concernant dix pays))

Budget: 550 000 dollars EU (pour dix pays)

Durée: 1996-2000

Etat d'avancement: En cours d'exécution

Objectifs: La chromatographie sur couche mince (CCM) est une méthode simple et peu onéreuse (comparée aux autres méthodes faisant appel à du matériel sophistiqué et nécessitant des gaz et des solvants purs) pour détecter les résidus de pesticides dans les produits alimentaires et les échantillons environnementaux. Ce projet régional a pour objet de valider les analyses par CCM des résidus de pesticides dans les aliments et échantillons environnementaux. Cette méthode facilitera le commerce international des produits alimentaires en permettant d'effectuer des analyses à l'aide d'une méthode plus simple et relativement moins coûteuse, ce qui est particulièrement important pour les PMA.

Intitulé: Surveillance et contrôle des zoonoses (MYA/5/009)

Budget: 200 000 dollars EU

Durée: 1997-1998

Etat d'avancement: En cours d'exécution

Objectifs: Concevoir des moyens et des techniques de diagnostic rapide et exact des zoonoses, notamment de la fièvre aphteuse; réaliser une enquête au niveau national et suivre de manière efficace les programmes de lutte contre celles-ci, notamment la fièvre aphteuse, et aider à relancer les programmes existants de contrôle des vaccinations. Ce projet se rapporte indirectement au commerce, en ce sens qu'il vise à accroître la productivité.

NEPAL

Intitulé: Amélioration des services de contrôle de qualité des semences (TCP/NEP/6611)

Budget: 253 000 dollars EU

Durée: 1996-1997

Objectifs: Renforcer le secteur du développement et du contrôle de la qualité des semences, du Département de l'agriculture du Ministère de l'agriculture, pour le rendre à même d'assumer ses responsabilités techniques et de créer un programme viable de contrôle de la qualité des semences grâce à une formation en cours d'emploi et à une assistance technique, préalable à une commercialisation couronnée de succès

Intitulé: Renforcement des moyens de contrôle des produits alimentaires et de protection des consommateurs (TCP/NEP/8852)

Budget: 163 000 dollars EU

Durée: De un à cinq ans

Etat d'avancement: Achevé

Objectifs: Actualisation et achèvement de la législation sur les produits alimentaires; organisation des activités d'inspection et modernisation des capacités des laboratoires chargés du contrôle de la qualité et de l'innocuité des produits alimentaires

RWANDA

Intitulé: Contrôle de la contamination alimentaire (TCP/RWA/2253)
Budget: 100 000 dollars EU
Durée: Deux ans
Etat d'avancement: Achevé
Objectifs: Service consultatif en matière de prévention et de lutte contre la contamination microbiologique des produits alimentaires. Renforcement des capacités d'inspection et d'analyse des produits alimentaires.

Intitulé: Contrôle de la contamination des denrées alimentaires par les mycotoxines (TCP/RWA/0051)
Budget: 167 276 dollars EU
Durée: De un à cinq ans
Etat d'avancement: Achevé
Objectifs: Evaluation du degré de contamination des denrées alimentaires par les mycotoxines; élaboration de règlements, fourniture de matériel, et formation de personnel de laboratoire à la lutte contre les mycotoxines.

SENEGAL

Intitulé: Renforcement des capacités techniques et d'analyse des organisations paysannes (TCP/SEN/6713 (T))
Budget: 375 000 dollars EU
Durée: 17 mois, à compter de 1997
Etat d'avancement: En cours d'exécution
Objectifs: Une composante importante de ce projet consiste à démontrer aux organisations paysannes comment elles sont touchées par l'évolution des marchés mondiaux et à les familiariser avec l'évolution des règles du système commercial multilatéral.

SOUDAN

Intitulé: Diagnostic et lutte contre les zoonoses (SUD/5/024)
Budget: 117 000 dollars EU
Durée: 1997-1999
Etat d'avancement: En cours d'exécution
Objectifs: Utiliser les techniques de dosage immunologique pour améliorer le diagnostic et la surveillance des zoonoses. Ce projet se rapporte indirectement au commerce, en ce sens qu'il vise à accroître la productivité.

Intitulé: Assistance au renforcement de l'infrastructure de contrôle des produits alimentaires (TCP/SUD/2253)
Budget: 235 000 dollars EU
Durée: Trois ans
Etat d'avancement: Achevé
Objectifs: Renforcement institutionnel lié au contrôle de qualité des aliments produits localement et importés, y compris actualisation de la législation sur les produits alimentaires; formation du personnel chargé du contrôle des produits alimentaires.

SOUDAN (suite)

Intitulé: Incidence des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay sur la politique agricole du Soudan (TCP/SUD/4455)

Budget: 45 200 dollars EU

Durée: Deux ans

Etat d'avancement: Achevé récemment

Objectifs: Evaluer l'incidence du Cycle d'Uruguay sur la politique agricole du Soudan, y compris les modifications qui seraient nécessaires pour aligner cette politique sur les dispositions de l'OMC. Ce projet a également permis d'évaluer les conséquences de l'évolution des marchés mondiaux pour les produits de base intéressant le Soudan, et notamment l'incidence de l'Accord sur les textiles et les vêtements sur le coton.

TANZANIE

Intitulé: Protection de la Tanzanie contre la propagation transfrontières de la peste bovine et lutte d'urgence contre la peste bovine en Tanzanie (TCP/URT/6714 et UNDP/URT/97/014)

Budget: 303 000 et 403 000 dollars EU

Etat d'avancement: En cours d'exécution

Objectifs: Endiguement d'urgence et contrôle de la propagation transfrontières de la peste bovine. La présence de la peste bovine et de la PPBC dans le pays exclut la Tanzanie du commerce régional dans la SADC.

Intitulé: Commercialisation du bétail et promotion des exportations de petit bétail (TCP/URT/6612)

Budget: 293 000 dollars EU

Durée: 14 mois

Etat d'avancement: En cours d'exécution

Objectifs: Créer un système d'information sur le marché intérieur des ovins et caprins et élargir le système en place pour les bovins. Faire des enquêtes sur les marchés d'exportation et faciliter les exportations de petit bétail vers les marchés du Proche-Orient grâce au développement de l'information sur les marchés et d'une infrastructure de marché.

Intitulé: Conception de produits tirés du sisal et du henequen et développement du marché de ces produits (FC/RAF/96/001) (organisme d'exécution: ONUDI; organisme de supervision: FAO)

Budget: 755 262 DTS

Durée: Cinq ans

Etat d'avancement: En cours d'exécution

Objectifs: Développer et encourager l'utilisation du sisal dans le processus de fabrication de la pâte à papier élaboré par le GIG sur les fibres dures. Le sisal est une importante culture d'exportation en Tanzanie. En cas de réussite, ce projet pourrait amener une expansion du marché de cette fibre ainsi que de l'emploi et des revenus dans cette filière. D'autres activités du projet visent à encourager l'utilisation efficace des déchets dans l'alimentation des animaux, ce qui augmenterait les revenus de l'élevage et de la culture du sisal. Le projet comprend également un volet obtentions végétales ayant pour objet d'améliorer le matériel végétal pour la production de sisal

TANZANIE (suite)

Intitulé: Amélioration de l'extraction à petite échelle de l'huile de coprah (TEMP/GLO/767/CFC)
Budget: 3,6 millions de dollars EU
Durée: Trois ans, se terminant en 1998
Etat d'avancement: En cours d'exécution
Objectifs: Améliorer l'offre d'huile de coprah comestible et peu coûteuse dans les pays en développement. L'application des résultats de ce projet dans des pays bénéficiaires d'un projet et, au moyen d'un transfert de technologie, dans d'autres pays d'Afrique et d'Asie pourrait contribuer à accroître les approvisionnements intérieurs de ces pays et à réduire leurs importations d'huiles comestibles.

Intitulé: Renforcement des services de contrôle des produits alimentaires (TCP/URT/8958)
Budget: 197 386 dollars EU
Durée: Environ deux ans
Etat d'avancement: Achievé
Objectifs: Renforcement institutionnel du contrôle des produits alimentaires comprenant l'élaboration de lois et de règlements sur les produits alimentaires, la formation de personnel d'inspection de ces produits et la fourniture de conseils sur les méthodes d'analyse utilisées pour le contrôle de ceux-ci.

Intitulé: Assistance visant à améliorer le contrôle microbiologique des produits alimentaires (TCP/URT/2253)
Budget: 195 529 dollars EU
Durée: Environ deux ans
Etat d'avancement: Achievé
Objectifs: Envoi de matériel et de fournitures de laboratoire, formation d'analystes et services d'experts sur les méthodes d'analyse microbiologique des produits alimentaires, y compris à l'importation et à l'exportation

UGANDA

Intitulé: Développement et promotion de produits carnés à valeur ajoutée (GCP/UGA/033/CFC - Projet régional)
Budget: 1 500 000 dollars EU
Durée: 1997-1999
Etat d'avancement: En cours d'exécution
Objectifs: Ce projet financé par plusieurs donateurs permettra de moderniser la technologie et de former du personnel du secteur de la viande dans les pays de la région, ce qui aidera le commerce international de la viande et des produits carnés.

Intitulé: Aide d'urgence à la lutte contre les épizooties (TCP/UGA/6716)
Budget: 297 000 dollars EU
Etat d'avancement: En cours d'exécution
Objectifs: Prévention d'urgence de la peste bovine et lutte d'urgence contre cette maladie dans les zones à hauts risques du nord de l'Ouganda. Cette zoonose constitue un obstacle au commerce régional.

OUGANDA (suite)

Intitulé: Diagnostic de la trypanosomiase et de la peste bovine et lutte contre ces zoonoses (UGA/5/017)
Budget: 118 000 dollars EU
Durée: 1997-1998
Etat d'avancement: En cours d'exécution
Objectifs: Introduire les techniques de dosage immunologique à des fins de diagnostic et suivre un programme de lutte contre la trypanosomiase et la peste bovine. Ce projet se rapporte indirectement au commerce, en ce sens qu'il vise à accroître la productivité.

Intitulé: Projet d'amélioration de la banane élaboré par le GIG sur la banane: identification des sources de résistance durable aux nématodes dans la banane et le plantain (organisme d'exécution: Banque mondiale; organisme de supervision: FAO)
Budget: L'Ouganda a reçu un don de 217 000 dollars EU dans le cadre de ce projet de 3,5 millions de dollars EU
Durée: 1995-1998
Objectifs: Ce projet comprend l'hybridation classique de variétés de bananes et de plantains en vue de créer une résistance durable aux nématodes. Le Fonds commun pour les produits de base (CFC) étudie actuellement d'autres projets parrainés par le GIG, qui sont destinés à aider à la commercialisation locale et à l'exportation de variétés améliorées de bananes et de plantains.

Intitulé: Construction d'une usine pilote et développement de marchés pour les produits à valeur ajoutée dérivés du manioc
Budget: 500 000 dollars EU
Etat d'avancement: En préparation
Objectifs: Projet essentiellement consacré à la recherche-développement/l'adoption de nouveaux produits à valeur ajoutée dérivés du manioc. Elaboration d'une stratégie de commercialisation de ces produits au niveau local et régional.

Intitulé: Développement et promotion de produits carnés à valeur ajoutée en Afrique subsaharienne (GCP/UGA/033/CFC)
Budget: 514 395 dollars EU
Durée: 30 mois
Etat d'avancement: En cours d'exécution
Objectifs: Ce projet contribuera au développement socio-économique et industriel en développant les marchés et en fournissant la formation nécessaires à la promotion des petites entreprises produisant des produits carnés à valeur ajoutée et en améliorant les sous-produits à des fins de commercialisation sur le marché intérieur et à l'exportation.

VANUATU

Intitulé: Amélioration de la commercialisation des produits agricoles (TCP/VAN/...)
Budget: 240 000 dollars EU
Durée: Huit mois
Etat d'avancement: En préparation
Objectifs: Création d'un service d'information sur le marché au sein du Ministère de l'agriculture; formation des exploitants agricoles et de vulgarisateurs à l'utilisation des informations sur le marché afin d'améliorer la transparence et d'accroître la production pour faciliter le remplacement des importations et la production pour l'exportation.

YEMEN

Intitulé: Assistance en matière de surveillance de l'irradiation des produits alimentaires (TCP/PDY/8853)
Budget: 76 000 dollars EU
Durée: Un an
Etat d'avancement: Achevé
Objectifs: Renforcement des capacités de détection et de quantification des contaminants radionucléaires dans les produits alimentaires importés, y compris l'envoi de matériel et de fournitures, la formation de personnel et le renforcement des services d'inspection dans les ports d'entrée des produits alimentaires.

ZAMBIE

Intitulé: Renforcement des infrastructures de contrôle des produits alimentaires (TCP/ZAM/2357)
Budget: 236 000 dollars EU
Durée: De un à cinq ans environ
Etat d'avancement: En cours d'exécution
Objectifs: Renforcement institutionnel du contrôle des produits alimentaires; actualisation de la législation, organisation et rationalisation des activités d'inspection des produits, modernisation des capacités des laboratoires de contrôle des produits alimentaires à analyser la qualité et l'innocuité de ces produits, formation de personnel de contrôle de ces derniers

Intitulé: Renforcement des infrastructures de contrôle des produits alimentaires (phase II) (TCP/ZAM/5611)
Budget: 38 500 dollars EU
Durée: Trois mois
Etat d'avancement: En cours d'exécution
Objectifs: Renforcement institutionnel du contrôle des produits alimentaires; actualisation de la législation, organisation et rationalisation des activités d'inspection des produits; modernisation des capacités des laboratoires de contrôle des produits alimentaires à analyser la qualité et l'innocuité de ces produits; formation de personnel de contrôle de ces derniers.

II. PROJETS CONCERNANT PLUSIEURS PAYS ET PROJETS REGIONAUX

- Pays:** Angola, Lesotho, Malawi, Mozambique, Tanzanie, Zambie (dans le cadre d'un projet concernant toute la région de la SADC)
- Intitulé:** Accords du Cycle d'Uruguay – Incidence sur l'agriculture de la région de la SADC (TCP/RAF/6612)
- Budget:** 130 000 dollars EU
- Durée:** Six semaines
- Etat d'avancement:** Achevé
- Objectifs:** Ce projet avait pour objectif principal de familiariser les décideurs des pays de la SADC avec les Accords du Cycle d'Uruguay et de leur en indiquer les conséquences pour l'agriculture de la région. Un atelier régional organisé dans le cadre de ce projet (avec la participation de l'OMC, de la Banque mondiale et de la CNUCED) a évalué l'incidence de l'évolution de l'environnement commercial multilatéral sur le commerce des produits agricoles de la région de la SADC, y compris sur la production agricole, les possibilités d'expansion futures du commerce de ces produits et les changements d'orientation nécessaires pour exploiter ces possibilités.
- Pays:** Myanmar, Tanzanie, Zambie (parmi 20 pays)
- Intitulé:** Stage interrégional de formation à l'utilisation des techniques nucléaires et connexes pour déterminer les résidus de produits vétérinaires dans les produits de l'élevage (INT/5/142)
- Budget:** 148 000 dollars EU
- Durée:** un mois
- Etat d'avancement:** Achevé
- Objectifs:** La qualité des produits alimentaires revêt aujourd'hui une grande importance dans les questions commerciales. Ce stage avait pour objet de former du personnel aux techniques permettant de déceler une vaste gamme de résidus de produits vétérinaires pour assurer la qualité d'un grand nombre de produits de l'élevage aux fins de protection des consommateurs. Cette question a un rapport direct avec le commerce.
- Pays:** Samoa, Iles Salomon, Tanzanie, Vanuatu
- Intitulé:** Lutte intégrée contre les parasites du cocotier
- Budget:** 1,91 million de dollars EU
- Durée:** Trois ans
- Etat d'avancement:** En préparation
- Objectifs:** Ce projet permettra de concevoir des stratégies de lutte intégrée adaptées à certains systèmes d'exploitation fondés sur la culture du cocotier et d'améliorer/faciliter les transferts et les applications de technologies connexes, ce qui permettra d'accroître la production et le potentiel d'exportation des pays en développement.

- Pays:** Bénin, Tanzanie, Maldives, Iles Salomon, Vanuatu, Samoa
- Intitulé:** Utilisation et conservation de matériel génétique de cocotier pour assurer une production durable de noix de coco
- Budget:** 3,7 millions de dollars EU
- Durée:** Cinq ans
- Etat d'avancement:** En préparation
- Objectifs:** Ce projet a essentiellement pour objectif d'améliorer la qualité et la productivité d'une culture durable de la noix de coco en sélectionnant, conservant et distribuant partout dans le monde des variétés et des variétés hybrides améliorées, adaptées et à fort rendement de cocotiers. Les nouvelles variétés devraient améliorer sensiblement la compétitivité économique de la noix de coco par rapport aux autres oléagineux concurrents et contribuer à préserver la part des produits à base de noix de coco sur le marché mondial et dans le commerce des huiles lauriques.
- Pays:** Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Mali, Mauritanie, Niger, Somalie, Tchad et Yémen (parmi les 20 pays de la RADISCON)
- Intitulé:** Réseau régional de surveillance et de lutte contre les zoonoses (GCP/REM/059/IFA)
- Budget:** 1 250 000 dollars EU
- Etat d'avancement:** En cours d'exécution
- Objectifs:** Ce projet quinquennal vise à établir un réseau régional de surveillance dans le cadre duquel des informations sur la santé des animaux seront échangées et les maladies notifiées entre les 29 pays membres d'Afrique et du Moyen-Orient. Ce projet a une incidence directe sur le commerce de bétail en ce sens que la situation épidémiologique des pays exportateurs sera communiquée en temps voulu aux pays importateurs appartenant ou non au réseau régional.
- Pays:** Région Afrique (35 pays)
- Intitulé:** Campagne panafricaine de lutte contre la peste bovine: épidémiologie (GCP/RAF/317/EEC)
- Budget:** 1,6 million de dollars EU
- Etat d'avancement:** En cours d'exécution
- Objectifs:** Epidémiologie de la peste bovine en Afrique, à l'appui de la Campagne panafricaine d'éradication de la peste bovine sur tout le continent. Cette éradication supprimera un obstacle majeur à l'exportation de bétail en provenance d'Afrique et facilitera le commerce intrarégional.
- Pays:** Région Afrique (35 pays)
- Intitulé:** Centre panafricain de vaccination vétérinaire (GCP/RAF/318/EEC et GCP/RAF/337/JPN/PANVAC)
- Budget:** 1,18 million de dollars EU pour le premier projet et 1,5 million de dollars EU pour le second
- Etat d'avancement:** En cours d'exécution
- Objectifs:** Garantir les vaccins contre la peste bovine et la pleuro-pneumonie bovine contagieuse (PPBC) utilisés en Afrique pour la lutte phytosanitaire. La PPBC et la peste bovine sont les deux zoonoses les plus graves d'Afrique et elles entravent considérablement les échanges intrarégionaux et les exportations vers le reste du monde.

- Pays:** Ethiopie, Niger, Tanzanie, Zambie (en tant que participants à un projet régional)
- Intitulé:** Renforcement de la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne (RAF/5/036)
- Budget:** 900 000 dollars EU (fait partie d'un grand projet multidisciplinaire)
- Durée:** 1995-1999
- Etat d'avancement:** En cours d'exécution
- Objectifs:** Une volet de ce projet est destiné à appuyer le Programme spécial de la FAO pour la sécurité alimentaire; sur le terrain, ce projet s'intègre dans ce Programme. Son volet consiste à surveiller la fertilité des sols et l'utilisation des pesticides, ce dernier élément étant directement lié au commerce. A ce titre, une surveillance est exercée sur les pesticides présents dans l'environnement et dans les plantes, et leurs résidus sont mesurés lors de la récolte (de céréales, de légumes, etc.) et comparés aux niveaux des normes internationalement acceptées. Les capacités locales (personnel et laboratoires) de surveillance des résidus de pesticides ont été renforcées dans les quatre PMA (sur les six pays du projet) pour leur permettre de mener des activités sur le terrain.
- Pays:** Ethiopie, Soudan Zambie, Zaïre, Ghana, Tanzanie, Madagascar (en tant que participants à un projet régional)
- Intitulé:** Diagnostic et lutte contre les maladies du bétail (RAF/5/034)
- Budget:** 427 000 dollars EU
- Durée:** 1995-1997
- Etat d'avancement:** En cours d'exécution
- Objectifs:** Améliorer le diagnostic et le contrôle/l'éradication des principales maladies infectieuses du bétail en Afrique (trypanosomiase, maladies transmises par les tiques, et peste bovine), grâce à l'utilisation de techniques moléculaires et de dosage immunologique. Objectif indirectement lié au commerce, en ce sens qu'il s'agit d'améliorer la productivité.
- Pays:** Mali, Soudan, Ethiopie (en tant que participants à un projet régional)
- Intitulé:** Assistance à l'éradication complète de la peste bovine en Afrique (RAF/5/043)
- Budget:** 505 000 dollars EU
- Durée:** 1997-1999
- Etat d'avancement:** En cours d'exécution
- Objectifs:** Les objectifs au plan du développement consistent à accroître la sécurité alimentaire et à améliorer l'économie rurale d'une grande partie du continent africain en éradiquant complètement la peste bovine d'ici 2002. Ce projet a une incidence directe sur le commerce en ce sens que l'absence confirmée de peste bovine dans le cheptel ouvrira des possibilités d'exportation.
- Pays:** Zimbabwe, Zambie, Tanzanie, Ouganda et Malawi
- Intitulé:** Création de capacités de formation au marketing et à l'agro-industrie en Afrique de l'Est et en Afrique australe (GCP/RAF/238/JPN)
- Budget:** 3 millions de dollars EU
- Durée:** Cinq ans
- Etat d'avancement:** Achevé récemment
- Objectifs:** Ce projet a permis d'améliorer les capacités du personnel du Ministère et de l'Université dans les domaines du marketing et de l'agro-industrie. Des séminaires régionaux et nationaux de formation ont été organisés et une documentation complète (six volumes) de formation au marketing et à l'agro-industrie a été établie pour améliorer la formation des étudiants dans ces domaines, y compris dans ceux des opérations de marketing international et de commerce international.

- Pays:** Bénin, Congo, Côte d'Ivoire, Ghana, Kenya, Nigeria, Madagascar, Malawi, Tanzanie, Togo, Ouganda, Zimbabwe et Zaïre
- Intitulé:** Accroître l'utilisation de manioc dans l'alimentation humaine, l'alimentation des animaux et l'industrie
- Budget:** 4 770 000 dollars EU (coût estimatif total) dont 60 pour cent financés par le CFC. Cofinancement: don de 150 000 dollars EU du FIDA; d'autres cofinancements sont recherchés.
- Etat d'avancement:** Proposition établie par l'IITA, le CIRAD, NRI CIAT, le Nigeria, le Ghana, le Zimbabwe, l'EARRNET, le SARNETT (groupe du manioc) et accueillie favorablement par le Secrétariat du CFC après examen
- Objectifs:** Le projet vise à développer la contribution potentielle du manioc aux économies des pays en développement de l'Afrique subsaharienne. Il permettra d'établir des liens entre les petits exploitants et transformateurs et les marchés existants, les marchés améliorés ou les nouveaux marchés en développement et de créer des moyens et des capacités d'intégrer la recherche-développement en matière de production, de transformation et de commercialisation du manioc en vue de mettre en valeur le potentiel commercial croissant du manioc en Afrique. Les objectifs immédiats sont les suivants: mettre au point et diffuser des procédés de production de farine de manioc de haute qualité; accroître l'utilisation de celle-ci dans les rations alimentaires des animaux de différentes catégories; encourager la transformation à petite échelle pour répondre à la demande alimentaire et industrielle; promouvoir la technologie de transformation de l'amidon de manioc aigre pour produire des produits texturés exempts de gluten. Résultats attendus: accroître et rendre plus efficace le commerce des produits de base entre les Etats africains.
- Pays:** Ouganda, Kenya, Mozambique et Zimbabwe
- Intitulé:** Transfert de techniques de transformation du manioc utilisées au Brésil à des fins d'adaptation commerciale dans certains pays africains
- Budget:** 2 600 000 dollars EU (coût estimatif total). Cofinancements pas encore garantis.
- Etat d'avancement:** Cette proposition a été présentée par EMBRAPA, IITA, CIAT, EARRNET, SARRNET et NARS Afrique. Les cofinancements ne sont pas encore garantis. La proposition sera soumise au Secrétariat du CFC et aux divisions techniques de la FAO pour étude et observations avant d'être présentée au CC. Date de démarrage envisagée: novembre 1997.
- Objectifs:** Accroître les possibilités de commercialisation des producteurs et transformateurs de manioc de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe en introduisant et adaptant des technologies appropriées de transformation des tubercules, ce qui en favorisera la commercialisation, augmentera les capacités des exploitants de générer des revenus, et offrira aux consommateurs des communautés rurales et urbaines un large éventail de produits alimentaires fabriqués à partir de cultures indigènes.
- Pays:** Burkina Faso, Mali, Niger
- Intitulé:** Conservation, évaluation et distribution de matériel générique d'arachides, et production et distribution de semences parentales améliorées pour l'Afrique de l'Ouest (TEMP/RAF/835/CFC)
- Budget:** 4,8 millions de dollars EU
- Durée:** Cinq ans
- Etat d'avancement:** En cours d'exécution (a démarré en 1996)
- Objectifs:** Ce projet a pour objet d'offrir une base génétique plus large de semences d'arachides améliorées aux exploitants de la région de l'Afrique de l'Ouest, puis, à terme, aux autres pays en développement. Le volet visant à produire et à distribuer des semences parentales améliorées en Afrique de l'Ouest devrait amener une augmentation durable de la production d'arachides et un accroissement des exportations de la région.

- Pays** Ghana et Zambie
Intitulé: Mise en place de systèmes de commercialisation de produits de base grâce à des crédits pour entreposage et stockage (pour le commerce intérieur et l'exportation)
Budget: 1,8 million de dollars EU
Etat d'avancement: Approuvé par le GIG sur les céréales; doit être soumis pour étude et observations au Comité consultatif du CFC en juillet 1997
Objectifs: Améliorer l'efficacité des systèmes de commercialisation intérieure et intrarégionale des céréales et autres produits de base stockables, produits par de petits exploitants, en Afrique et augmenter le volume et la valeur des exportations des pays africains, notamment les exportations à destination des pays voisins
- Pays** Région Afrique
Intitulé: Contrôle de la qualité de la gomme arabique (TCP/RAF/4557)
Budget: 268 000 dollars EU
Durée: Deux ans
Etat d'avancement: En cours d'exécution
Objectifs: Assistance aux pays producteurs de gomme arabique en vue de définir des normes de qualité pour leurs produits respectifs et améliorer les procédures de contrôle de la qualité afin de renforcer leur potentiel d'exportation
- Pays** Cambodge, Laos, Viet Nam
Intitulé: Formulation d'une stratégie de surveillance et de lutte contre la fièvre aphteuse (TCP/RAS/6611)
Budget: 310 000 dollars EU
Etat d'avancement: En cours d'exécution
Objectifs: Formation à la lutte contre la fièvre aphteuse et évaluation technique des stratégies de lutte contre la fièvre aphteuse dans la sous-région. Cette maladie est un des obstacles les plus importants au commerce régional en Asie du Sud-Est.
- Pays** Bangladesh, Bhoutan, Myanmar et Népal (parties d'un groupe plus important de pays d'Asie et du Pacifique)
Intitulé: Création d'une association des semences pour les entreprises publiques et privées de production de semences de la région Asie-Pacifique (GCP/RAS/153/DEN)
Budget: Contribution FAO/DANIDA: 2 043 000 dollars EU
Durée: 1994-1998
Objectifs: Organiser et financer une association régionale qui aura pour fonctions de servir de cadre régional de discussion de la politique en matière de semences, de générer et échanger des informations de caractère réglementaire, technique et commercial, d'organiser des stages de formation et de tester les variétés commerciales, hybrides et lignées des membres de l'association
- Pays** Pays insulaires du Pacifique
Intitulé: Lutte régionale contre les mouches des fruits dans le Pacifique (RAS/97/331)
Durée: 1997-2000
Objectifs: Ce projet aidera les pays insulaires du Pacifique, notamment certains PMA, à créer des capacités nationales et régionales pour lutter contre les problèmes actuels et futurs causés au niveau de la région par les mouches des fruits. Il permettra de fournir des techniques destinées à réduire les pertes de production causées par les mouches des fruits et d'éliminer les obstacles à l'exportation des fruits et légumes frais grâce à la formulation de traitements de quarantaine appropriés.

Pays: Iles Salomon, Vanuatu, Samoa
Intitulé: Contrôle et réduction des niveaux d'aflatoxine dans le coprah et les tourteaux de coprah
Budget: 1,5 million de dollars EU
Durée: Deux ans
Etat d'avancement: En préparation
Objectifs: Ce projet a pour objet de réduire les niveaux d'aflatoxine dans le coprah et les tourteaux de coprah au niveau des huileries et de l'exportation. Les exportations de produits à base de coprah devraient s'en trouver accrues et facilitées.

III. PROJETS MONDIAUX

- Intitulé:** Centre FAO/AIEA de formation et de référence pour le contrôle des produits alimentaires et des pesticides
Budget: Environ 1 million de dollars EU
Durée: 1998-1999 et au-delà
Etat d'avancement: En préparation
Objectifs: Aider les Etats membres et leurs institutions à remplir leurs obligations d'oeuvrer à la mise en oeuvre des normes/accords internationaux en matière de sécurité, de contrôle et de commerce des produits alimentaires, d'utilisation sans danger des pesticides et de mesures sanitaires et phytosanitaires, en leur offrant une formation, des services d'assurance de la qualité et des transferts de technologie.
- Intitulé:** Mise en oeuvre de la procédure de consentement préalable en connaissance de cause (PIC) (GCP/INT/538/NET)
Etat d'avancement: Projet achevé (mis en oeuvre conjointement par la FAO et le PNUE)
Objectifs: Cette procédure de consentement aide les pays participants à mieux connaître les caractéristiques des produits chimiques potentiellement dangereux qui peuvent leur être expédiés, initie un processus de décision sur les futures importations de ces produits et fait connaître ces décisions aux pays participants. Le but de cette procédure est de promouvoir le partage des responsabilités entre les pays importateurs et exportateurs en matière de protection de la santé humaine et de l'environnement contre les effets dommageables de certains produits chimiques dangereux faisant l'objet d'un commerce international.
- Intitulé:** Assistance technique liée à la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV)
Etat d'avancement: En cours d'exécution
Objectifs: La principale activité du Secrétariat de la CIPV consiste à élaborer et à mettre en oeuvre des normes internationales en matière de mesures phytosanitaires. Les pays ayant besoin d'aide font souvent appel au Secrétariat, notamment pour savoir quelles sont leurs obligations au titre de la Convention et des accords commerciaux internationaux et comment les remplir. Le Secrétariat facilite aussi les échanges d'informations pour aider les PMA et d'autres pays à se procurer des renseignements importants concernant les parasites nuisibles et les épiphyties, les prescriptions phytosanitaires des autres pays et les développements en la matière en rapport avec le commerce. Le Secrétariat offre également des consultations techniques. Il organise aussi régulièrement, ou y participe, des groupes de travail, ateliers, séminaires, réunions qui offrent des occasions supplémentaires de partager les connaissances et informations phytosanitaires fournies par l'intermédiaire de la FAO.

Intitulé: Analyse du commerce et de la commercialisation des produits forestiers

Etat d'avancement: En cours d'exécution

Objectifs: Fournir des renseignements et des analyses portant sur l'amélioration du commerce et de la commercialisation, et aider les pays à améliorer leurs compétences dans ces domaines. Ce travail a un caractère normatif qui concerne tous les pays, y compris les PMA, des pays individuels ou des groupes de pays dans le cadre de projets de terrain. Parmi certains travaux récents et en cours ayant un lien direct avec le commerce et la commercialisation, on peut citer les suivants: "Restrictions commerciales affectant le commerce international des produits forestiers non ligneux" (1995); "Incidence du Cycle d'Uruguay sur le commerce international des produits forestiers" (1996); "Restrictions commerciales affectant les produits forestiers" (1997); "Lignes directrices concernant le renforcement et la création de systèmes de vente aux enchères des grumes"; et "Marketing en foresterie et en agroforesterie par les populations rurales".

ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE LIEES AU COMMERCE
MENEES DANS LES PAYS LES MOINS AVANCES PAR LA
BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT (BISD)

1. La Banque islamique de développement (BISD) compte actuellement 52 pays membres, dont 21 appartiennent à la catégorie des pays les moins avancés (PMA).² La Banque apporte une assistance technique aux pays membres pour la définition, la préparation et l'exécution de projets, ainsi que pour le développement des institutions et la valorisation des ressources humaines. L'assistance technique va en priorité aux PMA membres et aux projets régionaux.

2. L'assistance technique liée au commerce est fournie aux pays membres par le biais du "Programme de coopération et de promotion commerciales" de la Banque. Celui-ci a pour objectifs de renforcer les liens commerciaux entre les pays membres, de stimuler les échanges entre les pays membres et d'aider les pays membres à promouvoir leurs produits exportables. Les activités du programme comprennent notamment:

- i) l'organisation de réunions d'affaires, d'ateliers et de missions commerciales communes, afin de renforcer les relations commerciales entre les pays membres et d'échanger des renseignements et des données d'expérience sur la commercialisation à l'exportation;
- ii) la coordination des activités et la collaboration avec des organismes locaux, régionaux et internationaux, dans le but d'aider les pays membres à promouvoir leurs exportations;
- iii) la fourniture, sur demande, de services d'experts dans le domaine de la promotion du commerce et du développement des exportations;
- iv) la diffusion des renseignements sur le commerce disponibles au Département de la promotion des échanges de la BISD à l'intention des autorités compétentes des pays membres.

3. Entre 1992 et 1997, onze séminaires ou ateliers sur différents sujets liés au commerce ont été organisés dans le cadre du Programme de promotion et de coopération commerciales. Sept d'entre eux avaient un intérêt pour les PMA membres de la Banque et plusieurs de ces pays ont pu y participer. Dans le cadre de ce programme, la Banque a également financé la participation d'un certain nombre de ces pays à diverses foires commerciales.

4. Outre les séminaires/ateliers dans le cadre du programme susmentionné, la BISD a organisé trois séminaires sur les accords du Cycle d'Uruguay dans le cadre de son programme ordinaire d'assistance technique. Les experts/conseillers techniques pour ces séminaires étaient fournis par l'OMC et la CNUCED. L'objectif de ces séminaires était d'informer les pays membres sur le nouveau système commercial international et de les aider à mieux comprendre et mettre en oeuvre les accords.

5. Pour ce qui est des pays les moins avancés, deux de ces séminaires méritent particulièrement d'être mentionnés. Le premier a été tenu à Dakar (Sénégal) en janvier 1997 et était organisé exclusivement pour les PMA d'Afrique centrale et occidentale membres de la Banque. Vingt-cinq hauts fonctionnaires des ministères du commerce et cadres supérieurs du secteur privé, de 12 des PMA membres de la Banque, y ont participé. Le second séminaire a été tenu à Djedda en juin 1997 et a réuni plus de 90 représentants de 39 pays membres de la BISD (dont 23 représentants de 14 PMA) et huit organismes régionaux, internationaux et autres. Il portait sur des sujets intéressant les pays

²Sénégal y compris, ce pays étant considéré comme appartenant à la catégorie des PMA pour le financement de la BISD.

qui sont déjà membres de l'OMC, qui sont engagés dans un processus d'accession ou qui envisagent de le devenir.

6. La BISD prépare actuellement un programme d'assistance technique complet pour ses membres, qui sera mis en oeuvre en collaboration avec l'OMC, la CNUCED, la CCI et d'autres organismes compétents. La mise au point de ce programme devrait être terminée au mois d'août et il devrait être mis en oeuvre peu de temps après. Ses lignes directrices ont déjà été approuvées en principe par le Conseil des administrateurs de la Banque. L'assistance technique apportée par la Banque aux membres pour les activités liées à l'OMC auront principalement pour but d'informer, de développer les capacités et de renforcer l'intégration régionale. Les principaux éléments du programme seront probablement les suivants:

- a) Organisation de séminaires/ateliers sur les accords du Cycle d'Uruguay.
- b) Etudes analytiques destinées à évaluer les incidences des accords du Cycle d'Uruguay sur les pays membres de la BISD.
- c) Fourniture de conseils aux pays membres par le financement de services d'experts/consultants.
- d) Financement de la participation de représentants de pays membres de la BISD à des stages de formation proposés par divers organismes tels que l'OMC.
- e) Formation des pays membres à la négociation.
- f) Aide aux pays membres pour la préparation des négociations qu'ils auront à mener sur des questions liées au commerce.

ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE LIEES AU COMMERCE
MENEES DANS LES PAYS LES MOINS AVANCES PAR
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR
LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

1. En tant qu'institution spécialisée de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, l'ONUDI accorde une très haute priorité à l'industrialisation des pays les moins avancés. Des programmes et des mesures spéciales en faveur de ces pays sont mis en oeuvre tant dans le cadre des priorités thématiques de l'ONUDI qu'en réponse aux demandes des pays les moins avancés eux-mêmes.
2. Dans ce contexte, l'ONUDI est de plus en plus sollicitée par les pays les moins avancés pour les aider, notamment, à bâtir et à renforcer leurs capacités nationales et à créer un environnement favorable aux investissements, comme moyen de compenser, à terme, les effets négatifs de la mondialisation et de la libéralisation croissante du commerce. Pour répondre de manière adéquate à ces demandes, l'ONUDI met de plus en plus l'accent, dans son programme en faveur des pays les moins avancés sur des domaines tels que le renforcement des capacités et les activités en amont, la consolidation des capacités de production, les programmes de promotion de l'investissement et le développement des petites et moyennes industries. En somme, l'objectif ultime des activités de l'ONUDI liées au commerce dans les pays les moins avancés est d'aider ces pays à promouvoir leur compétitivité industrielle, en vue de faciliter leur accès aux marchés internationaux.
3. Dans le contexte de son programme prioritaire "Afrique et pays les moins avancés", l'ONUDI a lancé plusieurs projets et initiatives établissant un lien direct entre l'industrie et le secteur agricole. Le principal objectif de ce programme prioritaire est de renforcer les capacités de production des agro-industries dans les pays les moins avancés et d'aider les entreprises industrielles à améliorer la qualité de leurs produits agro-industriels. La question du renforcement des capacités industrielles, notamment dans le secteur des agro-industries, a été choisie comme thème du quatrième Colloque ministériel de l'ONUDI sur les PMA, qui s'est tenu à Vienne du 26 novembre au 5 décembre 1997 en liaison avec la septième session de la Conférence générale de l'ONUDI. Dans le cadre de l'examen de ce problème, les ministres des pays les moins avancés passeront en revue et étudieront les mécanismes, structures et politiques susceptibles de faciliter le renforcement des capacités et d'attirer des flux d'investissements vers le secteur industriel de leurs pays.
4. Les cinq "programmes à fort impact" de l'ONUDI, élaborés entre 1995 et 1997, sont axés essentiellement sur les besoins suivants des PMA: i) développement des ressources humaines et, plus particulièrement, développement de l'esprit d'entreprise chez les femmes; ii) aide au renforcement des capacités institutionnelles, notamment celles des institutions travaillant dans le domaine de la qualité; iii) aide à la formulation de politiques et de stratégies industrielles; iv) renforcement des organismes d'appui aux petites et moyennes entreprises et aux micro-entreprises; et v) programmes de promotion des investissements.
5. Comme on le voit, le programme de l'ONUDI en faveur des pays les moins avancés qui vise à promouvoir la compétitivité industrielle des PMA et à les rattacher aux marchés mondiaux aide et contribue notablement à développer le secteur commercial dans ces pays. Afin d'actualiser ce programme et de lui permettre de mieux répondre à la demande, l'ONUDI le revoit régulièrement, et le discute et l'ajuste au cours des colloques biennaux des ministres des PMA qui ont lieu tous les deux ans en liaison avec les conférences générales de l'ONUDI.

6. Les grands traits des programmes de coopération technique liés au commerce de l'ONUDI dans les PMA sont résumés ci-après.

i) Renforcement des capacités de production

Ce programme vise à améliorer l'efficacité et la compétitivité des entreprises industrielles des PMA sur les marchés régionaux, sous-régionaux et internationaux. Il couvre toute une gamme d'activités liées entre elles, qui vont du contrôle de la qualité aux programmes de formation et aux conseils techniques aux entreprises en passant par le développement des petites et moyennes entreprises (PME). Les exemples suivants aideront à comprendre la nature et la portée de ce programme.

Un programme de fort impact de l'ONUDI sur l'application des principes de qualité dans le secteur des industries alimentaires est actuellement mis en oeuvre dans cinq PMA d'Afrique méridionale et orientale. Ce programme a pour objectif immédiat d'améliorer rapidement et de façon mesurable la sécurité alimentaire en mettant en oeuvre des programmes pilotes dans certaines entreprises et en renforçant les structures d'appui concernées. Par l'application des concepts modernes de gestion et de production de qualité, le programme permettra de renforcer la capacité locale et régionale d'appui technique aux entreprises désireuses d'améliorer leur qualité et leur productivité dans le secteur des industries alimentaires. Le même programme a été mis au point pour certains PMA d'Afrique occidentale et d'Asie et il est actuellement soumis à l'examen financier de donateurs potentiels.

Dans le cadre du programme régional de l'ONUDI en faveur de l'industrie africaine du cuir et de la chaussure, une assistance est fournie à l'industrie nationale du cuir et de la chaussure de plusieurs PMA africains. Quatre projets nationaux ont été lancés dans des PMA africains en 1996 pour une valeur totale de 2 millions de dollars EU. Tous ces projets ont pour objectif d'améliorer la qualité des cuirs et peaux, de renforcer la capacité de production des tanneries locales et d'améliorer les performances commerciales des petits fabricants de chaussures et autres ouvrages en cuir. Ces projets ont aussi pour but d'accroître l'efficacité des installations de traitement des effluents des tanneries.

Dans le cadre du programme préparatoire de l'Alliance pour l'industrialisation de l'Afrique lancé à Abidjan en Côte d'Ivoire en octobre 1996, l'ONUDI a procédé à une évaluation des besoins dans le secteur des agro-industries dans un certain nombre de PMA africains, en vue d'aider ces pays à améliorer leur compétitivité sur la base de leur avantage comparatif potentiel. On a examiné la situation actuelle, ainsi que la nécessité de développer certaines agro-industries et de renforcer les liens entre l'industrie et l'agriculture dans ces pays. Sur la base des résultats de cette phase préparatoire, qui ont été examinés à la treizième Conférence des Ministres africains de l'industrie (CAMI), tenue du 19 au 28 mai 1997 à Accra au Ghana, un programme de coopération technique intégré à moyen terme est actuellement formulé pour contribuer à assurer la sécurité alimentaire, à faire augmenter la production et la productivité agricoles et à accroître les flux de ressources et la compétitivité dans les agro-industries.

ii) Renforcement des structures institutionnelles et développement des ressources humaines, y compris le développement de l'esprit d'entreprise chez les femmes

Consciente du fait que les PMA ont un besoin urgent de conseils en matière de renforcement des structures institutionnelles et de développement du secteur privé, l'ONUDI a fourni en 1996 à 14 PMA d'Afrique et d'Asie différentes formes d'assistance allant de services consultatifs directs pour la formulation de politiques industrielles

ou de stratégie de concurrence à des programmes de formation. Cette initiative de l'ONUDI a profité à des institutions aussi diverses que les Ministères de l'industrie, les instituts nationaux de statistiques et les centres de météorologie ou de promotion des investissements.

Conformément aux recommandations du troisième Colloque ministériel et à la Résolution GC.6/Res.8 de la Conférence générale de l'ONUDI, l'ONUDI apporte un soutien actif à 18 PMA d'Afrique et sept PMA d'Asie en mettant en place un réseau d'information efficace dans ces pays. Ce projet a pour but d'évaluer les possibilités et perspectives de mise en réseau des ressources industrielles existantes pour aider à répondre aux besoins d'information et de services (de télécommunication) à valeur ajoutée des milieux d'affaires, tant au niveau national qu'au niveau international. Il devrait aider à poser des bases pour satisfaire aux besoins d'information et de services à valeur ajoutée des PME locales et b) donner aux milieux d'affaires internationaux une ouverture sur les possibilités locales.

Un vaste projet a été lancé en 1996 pour aider 12 pays africains anglophones, dont six PMA, à réaliser leurs programmes en matière d'investissement, de technologie et d'information. Ces programmes ont pour but a) de renforcer la capacité dans des domaines en relation avec les investissements, les technologies et l'information au niveau de l'entreprise et b) d'aider le secteur privé à travers la promotion de l'investissement étranger direct et des transferts de technologie, dans le cadre d'une coopération ou de coentreprises et d'alliances stratégiques d'entreprises au niveau institutionnel.

Conformément à une recommandation du troisième Colloque ministériel des PMA tenu à Vienne en décembre 1995, une évaluation des capacités matérielles et institutionnelles actuelles de dix PMA d'Afrique et de cinq PMA d'Asie dans le domaine de la qualité, de la normalisation, des essais et de la métrologie a été entreprise. Ce projet débouchera sur la formulation de trois programmes sous-régionaux (deux pour les PMA africains anglophones ou francophones et un pour les PMA asiatiques) qui permettront de recenser les besoins prioritaires des PMA concernés et d'émettre des recommandations spécifiques pour le renforcement de leurs capacités locales dans le domaine de la qualité, de la normalisation, des essais et de la métrologie. Le principal objectif de ce programme est d'améliorer la compétitivité des industries alimentaires dans les PMA concernés.

Une assistance est actuellement fournie pour l'établissement d'un point focal régional (tissuétique) destiné à promouvoir l'industrie textile traditionnelle dans des PMA d'Afrique occidentale. Ce projet vise à dispenser une formation aux artisans (principalement des femmes) et à les aider à améliorer la qualité de leurs produits textiles traditionnels. Il devrait permettre de renforcer leur compétitivité sur les marchés régionaux.

Un programme à fort impact pour le développement de l'esprit d'entreprise chez les femmes est actuellement en cours d'exécution dans trois pays d'Afrique occidentale, dont un PMA, le Mali. Ce projet vise à maximiser la contribution des femmes chefs d'entreprises au processus d'industrialisation, par diverses activités liées entre elles, y compris des programmes de formation. Il vise aussi à créer un environnement propice à l'amélioration et au développement des entreprises industrielles dirigées par des femmes.

Un vaste projet multifinancé en faveur des femmes rurales chefs d'entreprise est actuellement mis en oeuvre au Burkina Faso et au Mali. Ce projet, financé sur des fonds de l'ONUDI, du FIDA et du PNUD, vise à établir des capacités locales de transformation alimentaire en dispensant une formation plus poussée aux femmes artisans et aux organisations non gouvernementales. Ce projet assurera la durabilité de 26 "plates-formes" techniques déjà installées dans les deux pays au cours d'une première phase. Ces plates-formes se composent d'un moteur diesel pour la génération d'électricité ainsi que d'autres équipements tels que des machines à souder, des machines à couper la paille, des chargeurs de batterie et des pompes à eau qui permettent aux communautés d'utiliser plus rationnellement l'énergie produite par les moteurs ainsi que les autres équipements loués par l'intermédiaire des plates-formes. Les plates-formes fournissent en outre des possibilités d'emploi à la population rurale, en particulier les femmes.

La deuxième phase du programme de formation de l'ONUDI à l'intention des femmes chefs d'entreprise du secteur de l'industrie alimentaire en République-Unie de Tanzanie a été lancée en novembre 1996. Le but de ce projet est d'assurer la durabilité du projet en cours (première phase) en mettant en place et en renforçant les structures institutionnelles nécessaires, en élaborant de nouveaux programmes de formation et en fixant des normes pour le contrôle de la qualité. Dans le cadre de la première phase du projet, un cadre institutionnel et réglementaire avait été établi en vue de renforcer la participation des femmes à de petites entreprises de transformation alimentaire.

iii) Promotion des investissements

Pour aider les PMA à mobiliser des investissements locaux et étrangers, l'ONUDI a mis sur pied un programme intégré pour l'investissement, qui vise à renforcer les capacités locales de promotion de l'investissement, y compris par la formulation de codes d'investissement et la fourniture d'un appui aux bureaux de promotion de l'investissement, la création de parcs industriels et de zones de libre-échange et l'organisation de forums de promotion de l'investissement. En outre, dans le cadre de son "programme de délégués", l'ONUDI offre des possibilités de formation aux délégués des PMA dans les bureaux de son Service de promotion des investissements dans les pays développés ou les pays en développement. Une assistance est également fournie aux agences nationales de promotion de l'investissement des PMA pour a) les aider à travailler en liaison avec les bureaux du Service de promotion des investissements de l'ONUDI et b) renforcer leurs capacités en matière d'exécution des projets.

Une table ronde des bureaux du Service de promotion des investissements de l'ONUDI et des organismes nationaux d'investissement de la région de l'Asie et du Pacifique a été organisée à Manille du 28 au 30 mai 1997 pour analyser les tendances et possibilités de mobilisation de l'investissement étranger direct en faveur des pays en développement d'Asie et du Pacifique, en mettant spécialement l'accent sur certains PMA. A la suite de cette table ronde, une assistance initiale est actuellement fournie pour évaluer les perspectives de coopération industrielle entre les PMA du bassin du Mékong et les pays investisseurs asiatiques.

Dans le cadre de la préparation du séminaire pilote ONUDI/CNUCED sur la mobilisation des flux d'investissements en faveur des PMA, organisé à Genève en juin 1997, l'ONUDI a réalisé six études de pays dans des PMA africains (Madagascar, Mozambique, Togo, République-Unie de Tanzanie, Ouganda et Zambie) ainsi qu'une étude au Bangladesh pour examiner quel serait l'environnement économique et financier susceptible d'attirer des fonds d'investissement privés vers ces pays. En outre, deux autres études sur les possibilités d'investissement ont été réalisées pour évaluer la

situation ainsi que les besoins des PMA dans le domaine des agro-industries et de l'infrastructure. Ces études ont montré qu'il est possible d'attirer des fonds d'investissement vers le secteur industriel des PMA en améliorant les conditions de base dans ces pays tant au niveau politique qu'au niveau institutionnel. Le rapport final du séminaire pilote ONUDI/CNUCED sera présenté par la CNUCED à la Réunion de haut niveau susmentionnée qui doit se tenir à Genève du 27 au 28 octobre 1997.

ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE LIEES AU COMMERCE
MENEES DANS LES PAYS LES MOINS AVANCES PAR
L'ORGANISATION MONDIALE DES DOUANES

PAYS	MODIFICATIONS DE 1996 DU SH	ACCORD DE L'OMC SUR L'EVALUATION EN DOUANE	PROMOTION DES CONCEPTS DE LA CONVENTION DE KYOTO
Angola		Fourniture d'une assistance	
Bangladesh	Fourniture d'une assistance	Fourniture d'une assistance	Fourniture d'une assistance 1998 Assistance technique concernant la Convention de Kyoto révisée (prévue)
Burkina Faso		Fourniture d'une assistance	
Burundi		Fourniture d'une assistance	
Cameroun	Séminaire 1997 (prévu)	Fourniture d'une assistance	
Cap-Vert	Séminaire 1997 (prévu)	Fourniture d'une assistance	
Comores		Fourniture d'une assistance	1997 Participation à un séminaire régional (prévue)
Erythrée	Fourniture d'une assistance		
Ethiopie	Fourniture d'une assistance	Fourniture d'une assistance	
Gambie		Fourniture d'une assistance	
Guinée		Fourniture d'une assistance	
Haïti		1997/98 Séminaire (prévu)	
Lesotho		Fourniture d'une assistance	
Libéria		Fourniture d'une assistance	
Madagascar	Fourniture d'une assistance	Fourniture d'une assistance	1997 Participation à un séminaire régional (prévue)
Malawi	Fourniture d'une assistance	Fourniture d'une assistance	
Maldives	Fourniture d'une assistance	Fourniture d'une assistance	Fourniture d'une assistance

PAYS	MODIFICATIONS DE 1996 DU SH	ACCORD DE L'OMC SUR L'EVALUATION EN DOUANE	PROMOTION DES CONCEPTS DE LA CONVENTION DE KYOTO
Mali	1997 Assistance technique (prévue)	Fourniture d'une assistance	
Mauritanie	Fourniture d'une assistance	Fourniture d'une assistance	
Mozambique			
Myanmar	Fourniture d'une assistance	Fourniture d'une assistance	Fourniture d'une assistance
Népal	Fourniture d'une assistance	Fourniture d'une assistance	Fourniture d'une assistance 1998 Assistance technique concernant la Convention de Kyoto révisée (prévue)
Niger	1997 Assistance technique (prévue)	Fourniture d'une assistance	1997 Participation à un séminaire régional (prévue)
Ouganda	Fourniture d'une assistance	Fourniture d'une assistance	
République centrafricaine		Fourniture d'une assistance	
République démocratique du Congo		Fourniture d'une assistance	1997 Participation à un séminaire régional (prévue)
Rwanda	1997 Assistance technique (prévue)	Fourniture d'une assistance	
Sierra Leone		Fourniture d'une assistance	
Soudan	Séminaire 1997 (prévu)	Séminaire 1997 (prévu)	
Togo		Fourniture d'une assistance	1997 Participation à un séminaire régional (prévue)
Trinité-et-Tobago	Fourniture d'une assistance		Fourniture d'une assistance
Tanzanie	Fourniture d'une assistance	Fourniture d'une assistance	1998 Participation à un séminaire régional (prévue)
Yémen	Fourniture d'une assistance	Fourniture d'une assistance	
Zambie	Fourniture d'une assistance	Fourniture d'une assistance	

EXTRAIT DU RAPPORT DE L'ORGANISATION MONDIALE DES DOUANES SUR
LE PROGRAMME D'ETUDES DIAGNOSTIQUES MENE EN OUGANDA (1995/96)

Résumé des améliorations enregistrées dans l'Administration fiscale ougandaise
au niveau des procédures et des performances

Situation avant l'étude diagnostique	Situation après/imputable à l'étude diagnostique
Recettes fiscales 1994-1995: 528 milliards de shillings ougandais	Recettes fiscales 1995-1996: 650 milliards de shillings ougandais**
Minimum de 120 heures nécessaires pour traiter une déclaration de marchandises et procéder au dédouanement	Les déclarations de marchandises sont maintenant traitées et le dédouanement s'effectue dans les 48 heures.
Absence de surveillance appropriée des marchandises entreposées en douane. Multitude d'entrepôts (123 au total), certains avec une surface n'excédant pas 250 m ² .	Le nombre d'entrepôts a maintenant été ramené à 84. Ces entrepôts sont surveillés et leur surface n'est pas inférieure à 450 m ² .
Au moins 30 cas de marchandises perdues dans des entrepôts en douane ont été signalés en 1994.	En 1996, trois cas seulement ont été signalés. La réduction des pertes est attribuée à la surveillance plus étroite des entrepôts en douane.
La valeur des envois non dédouanés entreposés sous douane atteignait une moyenne de 6 milliards de shillings ougandais par an.	La valeur des envois non dédouanés ne représentait plus que 1,3 milliard de shillings ougandais en 1995. Cette réduction réduit aussi les risques de déperdition de recettes.
10 pour cent des envois en transit perdus par détournement sur le marché intérieur	Le pourcentage des envois perdus de cette manière a maintenant été ramené à 5 pour cent.
Très mauvaise tenue générale des registres	Un consultant a été engagé pour donner des conseils sur la tenue des registres et des employés à temps partiel ont été recrutés pour trier les registres existants.
Pas de rencontres formelles entre les autorités douanières et les milieux d'affaires	Au moins 12 rencontres officielles par an sont maintenant programmées.
Pas de rencontres officielles entre les directeurs exécutifs	Plus de 30 réunions ont eu lieu au cours des 12 derniers mois et plusieurs autres réunions régulières sont prévues.
Environnement de travail stressant, caractérisé par la suspicion à la méfiance et réticence des directeurs à prendre ne serait-ce qu'une simple décision	Environnement de travail agréable caractérisé par davantage d'ouverture et de confiance; les directeurs sont maintenant à l'aise dans le travail d'équipe et n'hésitent pas à prendre des décisions ou à proposer des solutions.

**D'autres facteurs peuvent également avoir contribué à l'augmentation des recettes.

ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE LIEES AU COMMERCE MENEES
DANS LES PAYS LES MOINS AVANCES PAR L'ORGANISATION
MONDIALE DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE

L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) a soumis deux documents relatifs à ses activités de coopération technique qui peuvent être consultés au Secrétariat de l'OMC. Il s'agit des documents suivants:

- Document AB/XXIX/2 du 31 mai 1996 intitulé "Organe directeur de l'OMPI et des Unions administrées par l'OMPI" - "Vingt-neuvième série de réunions, Genève, 23 septembre-2 octobre 1996", et
- Document PC/IP/XVII/2 de juin 1996 intitulé "Programme permanent de l'OMPI concernant la coopération pour le développement en rapport avec la propriété industrielle", "Comité permanent, dix-septième session, Genève, 24-27 juin 1996".

Des passages de plusieurs chapitres de ces deux documents ont trait directement ou indirectement à la coopération avec les pays les moins avancés.